



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

S O M M A I R E

Attaquée, l'Arabie saoudite riposte et lance une opération militaire au Yémen	page 2
Ukraine : la Russie préparerait une offensive impliquant 175 000 soldats	page 3
L'invasion russe de l'Ukraine est « presque certaine », déclare un cyber expert	page 4
Les expériences récentes des forces terrestres russes	page 8
Syrie: Israël accusé d'avoir mené un raid aérien sur le port de Lattaquié	page 12
Pour dissuader Israël, l'Iran a tiré seize missiles balistiques	page 13
La Lettonie souhaite une présence militaire américaine permanente sur son territoire	page 14
«L'Algérie est prête à faire la guerre au Maroc, s'il le faut...»	page 15
Comment la Chine fait main basse sur l'Amérique latine	page 17
Comment l'Union européenne a préparé sa riposte contre Wagner en Afrique	page 19
Jean-Pierre Cabestan : « Si Xi Jinping restait rationnel, il éviterait la guerre »	page 20
La Chine arrive en tête des préoccupations du renseignement extérieur britannique	page 26
Tensions avec la Russie : L'Otan pourrait déployer des groupements tactiques multinationaux en Roumanie et en Bulgarie	page 28
Djibouti : la mystérieuse base chinoise qui inquiète l'Occident	page 30
Pourquoi la France refait de Djibouti sa pièce maîtresse	page 35
Reconstruire la défense opérationnelle du territoire pour crédibiliser la dissuasion	page 38
La guerre cognitive : agir sur le cerveau de l'adversaire	page 42
La géopolitique de l'espace	page 46
IN MEMORIAM	page 48



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 2

Attaquée, l'Arabie saoudite riposte et lance une opération militaire au Yémen

Deux personnes ont été tuées dans une attaque attribuée aux rebelles houthis, la première attaque mortelle en trois ans en Arabie saoudite.



© MOHAMMED HAMOUD / ANADOLU AGENCY / Anadolu Agency via AFP - Source AFP
Publié le 25/12/2021 à 11h00 - Modifié le 25/12/2021 à 13h37

L'Arabie saoudite a imputé la dernière attaque mortelle sur son sol aux rebelles houthis faisant deux morts, un Saoudien et un résident yéménite. Il a blessé sept civils, dont six Saoudiens et un résident bangladais », précise un communiqué officiel saoudien. Peu après cette attaque, la coalition a indiqué « se préparer à une opération militaire à grande échelle ».

Intensification des combats

La défense civile du royaume a annoncé que deux personnes, dont un Saoudien et un Yéménite, avaient été tuées lors d'une attaque dans la région saoudienne de Jazan, frontalière du Yémen. « Un projectile est tombé sur un bâtiment commercial, les rebelles yéménites lancent régulièrement des missiles et des drones en Arabie. L'Arabie saoudite a déclenché samedi une opération militaire « à grande échelle » au Yémen après que deux personnes ont été tuées et sept blessées dans la première attaque mortelle, ciblant ses aéroports et des infrastructures pétrolières. Il s'agit de la première attaque mortelle touchant le royaume depuis 2018. Selon des médecins yéménites, trois personnes ont péri et six autres ont été blessées lors de frappes aériennes menées en représailles par la coalition au nord-ouest de la capitale yéménite Sanaa, tenue par les rebelles. « Trois civils, dont un enfant et une femme, ont été tués et six autres blessés, dans la ville d'Ajama », ont rapporté des médecins à l'Agence France-Presse.

La coalition militaire anti-Houthis a indiqué qu'elle tiendrait une conférence de presse samedi. Ces derniers temps, les combats se sont intensifiés, avec des frappes aériennes saoudiennes sur Sanaa, en raison desquelles l'aéroport de la capitale, sous blocus saoudien depuis 2016, ne peut plus accueillir depuis mardi les avions d'organisations humanitaires et de l'ONU. Riyadh dit riposter à des attaques de drones fomentées depuis cet aéroport.

La réponse cinglante des rebelles houthis du Yémen

Jeudi, la coalition, qui avait visé la veille un camp militaire des houthis à Sanaa, a indiqué avoir détruit un drone piégé visant l'aéroport d'Abha, dans le sud de l'Arabie saoudite, sans faire de victime.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 3

Le même jour, la marine américaine a annoncé la saisie de 1 400 fusils d'assaut AK-47 et des munitions sur un bateau de pêche parti selon elle d'Iran et à destination des rebelles yéménites. Téhéran reconnaît son soutien politique aux rebelles mais dément leur fournir des armes.

En réponse à cette opération militaire, les rebelles houthis du Yémen ont promis, samedi, à l'Arabie saoudite des « opérations douloureuses ». « Nous promettons au régime saoudien des opérations douloureuses tant qu'il poursuivra son agression et ses crimes », a déclaré le porte-parole des houthis Yahya Saree, selon un communiqué publié sur la chaîne Telegram des rebelles, soutenus par l'Iran.

Selon l'ONU, la guerre au Yémen a causé la mort de 377 000 personnes, dont plus de la moitié due aux conséquences indirectes du conflit, notamment le manque d'eau potable, la faim et les maladies. Mercredi, l'ONU s'est dite « contrainte » de réduire l'aide alimentaire au Yémen faute de fonds nécessaires, au moment où la faim augmente dans ce pays ravagé par l'une des pires crises humanitaires au monde. Quelque 80 % des plus de 30 millions d'habitants du Yémen dépendent de l'aide internationale

Ukraine : la Russie préparerait une offensive impliquant 175 000 soldats

Moscou serait en train de se préparer à lancer une offensive dès l'an prochain, a indiqué un haut responsable américain au « Washington Post ».

Source AFP - Publié le 04/12/2021 à 10h09 - Modifié le 04/12/2021 à 11h49

Alors que Kiev craint une nouvelle agression de la Russie, le quotidien américain *Washington Post* a indiqué, vendredi 3 décembre, que le pays dirigé par Vladimir Poutine serait en train de préparer une offensive contre l'Ukraine, impliquant jusqu'à 175 000 soldats, dès l'an prochain. Moscou se prépare à lancer « 100 bataillons composés de groupes tactiques avec un effectif estimé à 175 000 hommes, ainsi que des chars, de l'artillerie et autres équipements », a ainsi affirmé un haut responsable américain au journal sous condition d'anonymat.

Interrogé par l'Agence France-Presse, le Pentagone s'est refusé à commenter des informations concernant le renseignement, mais a indiqué être « très préoccupé par les preuves faisant état de plans de la Russie en vue d'actions agressives contre l'Ukraine ». « Nous continuons à soutenir la diminution des tensions dans la région et une solution diplomatique au conflit dans l'est de l'Ukraine », a affirmé le porte-parole du Pentagone, le lieutenant-colonel Tony Semelroth. Les forces russes sont en train de se concentrer à quatre endroits différents avec 50 groupes tactiques de combat, affirme le *Washington Post*, citant un document militaire américain.

Une « escalade d'envergure »

Joe Biden a fait monter d'un cran la pression sur la Russie vendredi en disant préparer des « initiatives » pour défendre l'Ukraine en cas d'invasion, à la suite de la concentration de troupes russes près de la frontière ukrainienne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 4

Les services de renseignement ukrainiens estiment que « la période la plus vraisemblable » pour l'achèvement des préparatifs russes en vue d'une « escalade d'envergure » est la fin du mois de janvier, a déclaré devant le Parlement le ministre ukrainien de la Défense, Oleksiï Reznikov.

Selon lui, environ 100 000 troupes russes pourraient participer à une éventuelle offensive. « L'escalade est un scénario possible, mais pas inévitable. Notre tâche est de le prévenir », a souligné le ministre. La Russie a déjà « commencé des exercices militaires près de l'Ukraine » et est en train de « tester ses communications », a-t-il encore affirmé.

« Nous sommes profondément préoccupés par les plans de la Russie en vue d'une nouvelle agression contre l'Ukraine », avait lancé de son côté jeudi le secrétaire d'État américain Antony Blinken à côté de son homologue russe Sergueï Lavrov, qu'il a rencontré à Stockholm, reprenant ses accusations de la veille lorsqu'il avait évoqué pour la première fois des « preuves » de tels préparatifs d'invasion.

« Si la Russie décide de continuer sur la voie de la confrontation, elle subira de graves conséquences », a-t-il prévenu, après avoir menacé mercredi de douloureuses sanctions économiques. Le président américain et son homologue russe Vladimir Poutine doivent prochainement discuter, en visioconférence, des tensions autour de l'Ukraine, sept ans après l'annexion russe de la Crimée et la prise de contrôle d'une partie de l'est de l'ancienne république soviétique par des forces séparatistes pro-russes.

L'invasion russe de l'Ukraine est « presque certaine », déclare un cyber expert

- Traduction -

Poutine ne bluffe pas, affirme Dmitri Alperovitch, expert en cyber et en artisanat d'État, dont la société CrowdStrike a découvert le piratage DNC de Moscou en 2016

Le lien entre les cyber-opérations russes et les opérations de guerre clandestines en dehors des cercles de cybersécurité était mal compris jusqu'en 2016, lorsque Dmitri Alperovitch et la société qu'il avait fondée, CrowdStrike ont retracé le piratage du Comité national démocrate jusqu'aux agences de renseignement russes. Cela a à son tour conduit à la découverte de toute la portée des campagnes secrètes de la Russie sur les réseaux sociaux et cybernétiques pour semer le chaos dans la politique américaine, avec une tendance à nuire à la campagne d'Hillary Clinton et à aider Donald Trump à remporter la présidence.

Mais Alperovitch, d'origine russe, arrivé aux États-Unis avec sa famille alors qu'il était adolescent en 1994, était bien connu comme un « visionnaire de la sécurité informatique » et un « leader d'opinion sur la stratégie de cybersécurité et le commerce d'État » bien avant, selon George Mason. Le National Security Institute de l'université est l'un des nombreux endroits où il accroche son chapeau, qui incluent le Belfer Center de la Harvard Kennedy School et l'Atlantic Council. Il siège également actuellement aux conseils consultatifs du Centre d'excellence en cyberdéfense coopérative de l'OTAN et de la conférence RSA, une réunion annuelle des professionnels de l'informatique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 5

Ainsi, quand Alperovitch a prédit mardi que l'éventail des forces russes jouxtant l'Ukraine, son histoire et sa peur des invasions étrangères, et ses options politiques restreintes constituaient des preuves convaincantes que Vladimир Poutine ne bluffait pas et avait l'intention d'envahir - probablement fin janvier-début février - nous avons fait attention.

"C'est une vision très pessimiste mais malheureusement aussi réaliste des raisons pour lesquelles l'invasion est hautement probable", a-t-il écrit sur un très long fil sur Twitter. "Et il y a probablement peu de choses que l'Occident puisse faire pour l'arrêter."

Mots sinistres. Compte tenu de la grave urgence du sujet et avec l'aide d'Alperovitch, nous imprimons l'intégralité du fil ici (avec des changements de style minimes et des liens ajoutés).-Jeff Stein

Au cours des dernières semaines, je suis devenu de plus en plus convaincu que le Kremlin a malheureusement pris la décision d'envahir l'Ukraine plus tard cet hiver. Bien qu'il soit encore possible pour Poutine de se désamorcer, je pense que la probabilité est maintenant assez faible. Permettez-moi d'expliquer pourquoi

Il y a de nombreux signaux que la Russie a envoyés récemment qui me font croire que l'invasion est presque certaine, ainsi qu'un nombre substantiel de raisons pour lesquelles c'est la route préférée de Poutine.

Signal : L'évident. Le renforcement militaire aux frontières de l'Ukraine (au nord, à l'est et au sud en Crimée). Cette mobilisation est qualitativement et quantitativement différente du passé : la défense aérienne, les chars, les APC, les équipements de pontage, les démineurs, les excavatrices blindées, les équipements du génie, le ravitaillement, l'énorme quantité de logistique, 75% du total des groupes tactiques de bataillons russes ont été déplacés. L'artillerie, etc.

Il s'agit d'une mobilisation massive et d'une préparation claire pour une invasion étendue, pas un bluff. Vous ne pouvez pas non plus y garder tout cet équipement, ces troupes et cette logistique pour toujours. @RALee85 [Rob Lee, un expert des forces russes au King's College de Londres] pense qu'ils devraient se retirer d'ici l'été au plus tard.

Comme un fusil dans une pièce de Tchekhov, vous ne le mettez pas là si vous ne comptez pas vous en servir.

Signal : préparation cybernétique. Depuis début décembre, il y a eu une augmentation spectaculaire des intrusions informatiques sur le gouvernement ukrainien et les réseaux civils en provenance de Russie.

Comme je l'ai dit hier [aux journalistes du New York Times] David Sanger et Julian Barnes, les cibles sont précisément celles que vous vous attendez à cibler pour la collecte d'informations et la préparation du champ de bataille avant une invasion.

Signal : ultimatus diplomatiques. La liste des demandes que la Russie a émises la semaine dernière n'a pas été lancée pour les alliés des États-Unis et de l'OTAN. Ce n'est tout simplement pas une proposition sérieuse pour le début des négociations. En fait, il serait probablement rejeté par la Russie elle-même s'il s'agissait de ne pas déployer de missiles Iskander à Kaliningrad et de missiles de croisière sur le territoire occidental russe.

Signal : Rendre publique la liste des demandes - et rendre difficile la descente de l'ourlet sans perdre la face - est une étape diplomatique sans précédent qui signale davantage qu'ils ne sont pas sérieux au sujet d'avoir de véritables pourparlers et veulent un prétexte de propagande pour l'invasion.

Signal : Rejet des négociations multilatérales et exigence de pourparlers 1:1 US-RU. Ceci est conçu soit pour provoquer un rejet de la part des États-Unis (et encore un autre prétexte pour la guerre), soit pour creuser un fossé entre les États-Unis et leurs alliés en Europe. Dans tous les cas, un gagnant-gagnant.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 6

Signal : Demande d'urgence. Une véritable négociation sur les points soulevés par la Russie prendrait des années. S'attendre à ce qu'il soit résolu rapidement est irréaliste et la Russie le sait. Encore un autre prétexte pour l'invasion en prétendant que les États-Unis ne sont pas sérieux au sujet de leurs préoccupations.

Signal : Rhétoriquement, les choses atteignent un point d'ébullition. Le langage diplomatique est jeté par la fenêtre et chaque jour, vient une nouvelle escalade.

Signal : Le champ de bataille de l'information se prépare maintenant à une provocation qui peut être imputée à l'Ukraine, aux États-Unis ou à l'OTAN (ou aux 3). Ils seront utilisés comme excuse pour justifier une invasion.

Raison de croire

Parlons maintenant des raisons d'envahir - du point de vue de Poutine - qui sont également nombreuses.

Raison : Peur de modifier l'équilibre du pouvoir militaire entre les séparatistes de Kiev et du Donbass. Poutine a été témoin de la guerre du Karabakh l'année dernière et a une bonne idée de ce qu'une armée équipée d'armes modernes de l'OTAN, telles que les drones turcs TB2, peut faire pour reprendre le territoire.

Il a perdu la foi que [le président ukrainien Volodymyr] Zelensky a un quelconque intérêt à résoudre la question du Donbas par voie diplomatique et pense qu'il doit empêcher un changement du statu quo militairement, tôt ou tard.

Soit dit en passant, la pression de [l'ancien président géorgien Mikheil] Saakachvili pour réarmer et reprendre les territoires séparatistes géorgiens et changer le statu quo est ce qui a déclenché la guerre de Géorgie en 2008. Les similitudes avec aujourd'hui sont étranges.

Raison : De réelles inquiétudes concernant l'élargissement de l'OTAN. Nous pouvons débattre autant que nous voulons pour savoir si l'OTAN représente vraiment une menace pour la Russie, mais ce qui est important, c'est que les élites du Kremlin croient que c'est le cas.

Au cours des trois cents dernières années, il y avait eu de nombreuses invasions dévastatrices de la Russie (Hitler, Napoléon, Suédois, Polonais, etc.) qui avaient été lancées depuis ce qui est maintenant la Biélorussie ou l'Ukraine.

La perspective que l'un ou l'autre pays rejoigne l'OTAN serait inacceptable pour tout dirigeant russe - Poutine, Eltsine, Gorbatchev ou même quelqu'un comme Navalny et est considérée comme une menace existentielle. [Le rédacteur en chef collaborateur de SpyTalk, Jonathan Broder, a abordé ce sujet hier soir-JS.]

Raison : le gouvernement pro-occidental en Ukraine, les manifestations contre Loukachenka, les révolutions colorées en Géorgie, les manifestations à Moscou en 2011, etc. l'étranger proche.

Raison : Même sans l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, Poutine est devenu convaincu qu'une Ukraine pro-occidentale constitue une menace sérieuse étant donné le déploiement d'armes et de conseillers de l'OTAN là-bas même sans adhésion formelle.

Son discours sur un temps de vol de missile de 4 à 5 minutes vers Moscou ou une menace contre la Crimée peut nous sembler de la paranoïa, mais il le croit.

Raison : Il sait qu'une invasion de l'Ukraine mettrait un terme définitif à toutes les discussions sur l'Ukraine, la Géorgie, la Biélorussie ou les États d'Asie centrale d'adhérer à l'OTAN ou de déployer des armes et des troupes de l'OTAN sur leurs territoires sans l'accord de la Russie.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 7

Cela rétablirait instantanément la sphère d'influence de la Russie dans cette partie du monde. Aucun État de l'ex-Union soviétique (à part les pays baltes) n'osera à nouveau flirter avec l'OTAN ou l'UE.

Raison : Du point de vue du timing, c'est peut-être le meilleur moment qu'il n'aura jamais pour envahir. Les États-Unis sont distraits par la politique intérieure et une nouvelle confrontation avec la Chine.

Les prix de l'énergie montent en flèche. L'Europe est entièrement dépendante du gaz russe et même les États-Unis importent actuellement du pétrole brut russe. Il y a peu de chance qu'il y ait des sanctions économiques sur les combustibles fossiles en conséquence.

Raison : Les sanctions ne sont pas un moyen de dissuasion efficace. La Russie a appris à vivre avec eux, même si elle les déteste. Son économie leur résiste beaucoup plus aujourd'hui, notamment grâce à l'aide de la Chine. De plus, il a appris à s'attendre à des sanctions quoi qu'il fasse

Les sanctions instituées cette année pour des activités traditionnellement considérées comme de l'espionnage acceptable, telles que les piratages SolarWinds/HolidayBear, ont sapé leur utilisation à des fins de dissuasion car elles envoient le signal que nous sanctionnerons la Russie pour tout ce qu'elle fait.

Et tandis que les sanctions sur l'industrie pétrolière et gazière pourraient être dévastatrices pour la Russie sur le plan économique, il n'y a aucune chance qu'elles ne se produisent maintenant - pas avec l'Europe gelée au milieu d'un hiver froid et l'inflation montant en flèche aux États-Unis

Raison : Poutine pense que ses objectifs sont réalisables par la force militaire. L'armée russe a un avantage écrasant dans les tirs à longue portée pour facilement submerger les forces ukrainiennes en quelques jours, puis les repousser vers le fleuve Dniepr avec de l'infanterie et des blindés.

Il est peu probable qu'il envahisse l'ouest de l'Ukraine mais peut relativement facilement diviser le pays en deux le long du Dniepr et établir une zone tampon permanente entre l'Europe et la Russie, ainsi qu'un pont terrestre vers la Crimée.

Raison : Il pense probablement que le coût militaire sera faible, que ce soit lors d'une invasion initiale ou de ses conséquences. La Russie a des décennies d'expérience dans la répression des insurrections - en Tchétchénie, en Syrie, dans le Donbass et même en Crimée.

L'Ukraine occidentale serait une autre histoire, mais c'est pourquoi il est peu probable qu'il franchisse le Dniepr. Et, bien sûr, la Russie a combattu avec succès les insurrections en Ukraine à plusieurs reprises au cours de son histoire - années 1640, 1700 et 1920-1950. Beaucoup d'expérience là-bas.

Raison : Poutine a presque 70 ans. Il sait qu'il a au maximum une autre décennie au pouvoir. Il se considère comme un leader historique qui a revitalisé la Russie économiquement et militairement après les années 90, dévastatrices et humiliantes.

La reconquête de la Crimée en 2014 à un coût relativement faible l'a probablement encouragé à résoudre d'autres problèmes de longue date, comme le rétablissement de la sphère d'influence de la Russie dans l'étranger proche avant qu'il ne quitte ou ne meure de ses fonctions. Et c'est maintenant le bon moment pour le faire.



Les expériences récentes des forces terrestres russes

L'armée de terre russe est peut-être la grande organisation militaire dont la puissance croît le plus vite actuellement dans le monde, sous la double poussée de nombreuses innovations et d'une accumulation rapide de compétences grâce à une expérience opérationnelle presque ininterrompue depuis le début de 2014. Au-delà de la recherche d'effets stratégiques, les engagements russes en Ukraine et en Syrie ont été aussi clairement conçus comme de grands champs d'expérimentations et d'apprentissage en appui de la transformation profonde entamée depuis 2008. Ils laissent ainsi apparaître un processus d'évolution très différent de celui des forces terrestres occidentales.

L'« armée agile » en action

Le premier axe d'effort des réformes du ministre de la Défense Anatoly Serdyukov, poursuivie à partir de 2012 le général Sergueï Choïgou a consisté à redonner des capacités d'intervention rapide avec la création d'une « force agile » – forces spéciales, troupes aéroportées, infanterie de marine – désormais presque entièrement professionnalisée et susceptible d'agir sur très court préavis dans la profondeur des théâtres d'opérations.

L'occupation de la Crimée à partir de fin février 2014 a marqué le début de l'engagement de la « nouvelle armée russe », avec l'infiltration d'un commando du Commandement des opérations spéciales (KSO) créé officiellement un an plus tôt pour réaliser les opérations clandestines. Les « petits hommes verts polis », comme ont été surnommés ces soldats non identifiés et au comportement très maîtrisé, ont pu être présentés comme la force d'autodéfense du mouvement séparatiste et russophile criméen au Parlement de Simferopol. Les « hommes verts » ont très vite été renforcés par des brigades d'infanterie légère du service de renseignement militaire ou Spetsnaz-GRU (1), un détachement d'hélicoptères d'attaque, puis un groupement tactique blindé-mécanisé par le détroit de Kerch. Avec ce dispositif de quelques milliers d'hommes, renforcés de volontaires locaux servant de masque, les forces russes ont été capables de paralyser les bases de l'armée ukrainienne et l'accès à la presqu'île ainsi que d'encadrer le processus politique d'indépendance de la Crimée puis de son rattachement à la Russie. Servie par une population locale largement favorable et la faible motivation de la garnison ukrainienne, pourtant forte de 15 000 hommes, cette « invasion invisible » a été un succès spectaculaire (2).

Dans le même temps et sous couvert d'un exercice de mobilisation de long de la frontière avec l'Ukraine, la Russie a été capable de réunir 95 000 hommes, dont un peu moins de 50 000 dans les unités de combat, une masse de manœuvre terrestre très supérieure à celle de n'importe quel pays européen après plus de vingt ans de réduction des forces. Il semble que l'option d'une offensive générale, ou clandestine avec des forces légères, à l'instar de celle de la Crimée, ou ouverte avec des forces lourdes, ait été sérieusement envisagée avant d'y renoncer au mois d'avril. Le dispositif mobilisé a alors été remplacé le long de la frontière par une présence permanente d'une quinzaine de groupements tactiques lourds ou légers, armés par rotations par différentes unités venues de toute la Russie. Ce dispositif a ainsi pu servir simultanément de force de fixation des forces ukrainiennes et de dissuasion au cas improbable où des pays occidentaux prendraient le risque d'intervenir, mais aussi de bases de soutien aux groupes séparatistes du Donbass et de centre d'entraînement pour les unités tournantes russes.

Avec la contrainte de ne pas engager de forces aériennes et navales, trop visibles, sur le territoire ukrainien, ce sont les forces terrestres qui ont assuré le soutien et l'appui des rebelles séparatistes. Dès le mois de mars 2014, on a repéré des éléments provenant de toutes les brigades du GRU, entre 800 et 1 200 hommes selon les périodes, effectuant toutes les missions classiques de forces infiltrées : renseignement, assistance militaire aux rebelles et même, à partir de l'été 2014, sabotages ou attaques sur les arrières.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 9

Non sans une certaine confusion et des problèmes de coordination de services, entre GRU, FSB (3) et 45^e régiment des forces aéroportées, ces forces infiltrées ont été bientôt rejointes par des mercenaires et des « volontaires » qui ont apporté les compétences nécessaires pour servir les moyens les plus sophistiqués. Cela a représenté, selon les époques, au total entre 3 000 et 10 000 soldats russes infiltrés. Ils ont assuré ainsi par fusion la structuration des groupes des régions de Donetsk et de Louhansk pour en faire les organisations non étatiques les mieux armées du monde. Après avoir abattu ou fortement endommagé plus de trente hélicoptères et avions ukrainiens en moins de quatre mois, elles ont même été les premières à avoir entièrement conquis le ciel par le sol. La guerre en Ukraine est ainsi devenue la première guerre moderne où le ciel n'a été rapidement occupé que par des drones, employés massivement des deux côtés (4). Ces forces infiltrées et agrégées ont servi également de lien avec les forces conventionnelles russes lorsque celles-ci ont finalement été engagées.

La manœuvre des feux en Ukraine

Malgré cette implication, l'insurrection prorusse a dû faire face à une réaction du gouvernement ukrainien sans doute beaucoup plus forte qu'anticipé, avec des forces nouvelles mobilisées et une campagne de reconquête qui s'est efforcée de couper les sanctuaires sécessionnistes avant d'essayer de les réduire. À l'été 2014, cette menace a fini par imposer l'engagement direct de forces lourdes russes. Cet engagement a d'abord été celui de l'artillerie. Les nouvelles brigades qui ont remplacé les divisions russes comme échelon tactique dans la réforme Serdyukov comportent normalement quatre bataillons de manœuvre, mais surtout huit bataillons d'appui, dont trois de feux indirects et deux de défense antiaérienne. Contrairement aux forces armées occidentales qui ont considérablement réduit leurs parcs d'artillerie au profit des moyens aériens et ont accepté de ne plus utiliser certains types de munitions, les forces russes font toujours confiance à leurs mortiers, obusiers et lance-roquettes multiples.

L'artillerie russe est d'autant plus redoutable qu'elle peut désormais associer un grand nombre de lanceurs et une diversité des munitions et sous-munitions à laquelle ils n'ont jamais renoncé, avec une précision inédite grâce aux progrès considérables dans la technologie de trajectographie et aux drones. Les complexes de reconnaissance-frappe dont rêvait le maréchal Ogarkov dans les années 1980 sont désormais une réalité (5). Moins spectaculaire que la saisie de la Crimée, la campagne d'artillerie lancée le long de la frontière au mois de juillet 2014 contre les forces ukrainiennes a été aussi une grande surprise. Le 11 juillet, guidée par drones, une frappe de lance-roquettes multiples (LRM) combinant sous-munitions antichars et obus thermobariques a détruit un bataillon ukrainien en moins de trois minutes, dix kilomètres au-delà de la frontière. Ce n'était que la première d'une cinquantaine de frappes équivalentes qui se sont abattues sur les forces ukrainiennes en préparation de la pénétration de six groupements tactiques interarmes (GTIA) dans la dernière semaine d'août. L'organisation de ces GTIA reproduisait, voire accentuait, celle des brigades, avec une prédominance d'autant plus forte de l'artillerie que la majeure partie de l'infanterie était fournie par des miliciens locaux ou mercenaires. Les GTIA russes agissaient ainsi masqués par les forces locales associées, écrasant les forces ukrainiennes sous le feu lointain du groupe d'obusiers automoteurs et de LRM, lançaient éventuellement leur compagnie de chars, T-72B3 et surtout T-90, pour exploiter les feux par le choc puis laissaient le terrain conquis par les forces locales.

L'« offensive d'été » russe portait sur une soixantaine de kilomètres de profondeur avec comme objectif stratégique de pousser le gouvernement ukrainien à des négociations favorables et comme objectifs opérationnels de s'emparer de l'aérodrome de Louhansk au nord, du nœud routier de Volnovaka et de la poche d'Ilovaïsk au centre et éventuellement du port de Marioupol au sud. Les poussées vers Marioupol et Louhansk ont été l'occasion des combats de chars les plus importants en Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale. Les Russes l'ont emporté à chaque fois face aux vieux T-64 ukrainiens. La réduction de la



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 10

poche d'Ilovaïsk a été un désastre pour l'armée ukrainienne et les défenses de l'aéroport de Louhansk ont été écrasées à coups de mortiers 2S4 Tyulpan de 240 mm.

Cette campagne a été un succès qui a poussé aux premiers accords de Minsk. Elle a été renouvelée à la fin du mois de janvier 2015 selon les mêmes modalités avec sensiblement les mêmes résultats, dont les accords très favorables de Minsk II qui marquent la fin de la période chaude du conflit et son gel. La guerre en Ukraine a validé en grande partie les réformes engagées, et révélé la force des GTIA russes avec leur puissance de frappe très supérieure à celle des armées occidentales et leur capacité à entraver les points forts de ces dernières par la guerre électronique et l'abondance des moyens antiaériens.

Elle a cependant témoigné aussi et encore de faiblesses persistantes. L'organisation en brigades s'est révélée utile pour des opérations limitées et rapide, mais insuffisante pour l'organisation et le soutien d'opérations de plus grande ampleur et durée. Les GTIA ont été efficaces, mais se sont vite essouffés faute d'un soutien logistique adéquat pour une structure très consommatrice en carburant et en obus. Le soutien sanitaire n'a pas été non plus à la hauteur d'une armée désormais sensible à la préservation de ses combattants. L'échelon division, condamné à disparaître par Serdyukov et qui commençait à réapparaître en 2013, est définitivement réintroduit afin d'assurer une meilleure gestion des forces sur la durée. La plus grande révélation des combats en Ukraine a finalement été la vulnérabilité de l'infanterie dans des combats de haute intensité face à des frappes massives et à des chars de bataille au blindage renforcé. Les Russes ont depuis relancé la production de véhicules de combat d'infanterie ou d'appui lourds à partir de châssis de chars (6).

Le théâtre syrien

L'engagement en Syrie en septembre 2015 est intervenu quelques mois seulement après la fin des combats majeurs en Ukraine et perdure. Il a pris la forme d'un appui aux forces loyalistes syriennes par un corps expéditionnaire qui s'est trouvé, malgré un contexte très différent, finalement assez proche dans sa forme et ses méthodes de celui qui avait été déployé en Ukraine. Comme en Ukraine, la défense aérienne est un élément majeur du dispositif. Les autres acteurs extérieurs du conflit syrien, Turquie, Israël et surtout la coalition dirigée par les États-Unis, disposent de puissantes forces aériennes qu'ils ont été tentés d'utiliser pour attaquer directement le régime de Damas ou son armée. Aussi, le corps expéditionnaire russe comporte-t-il d'abord un solide dispositif de défense aérienne multicouches et interarmées dont les pièces maîtresses sont les missiles S-300 puis S-400 qui couvrent l'ensemble du théâtre d'opérations et même au-delà. Ce dispositif est avant tout dissuasif et, s'il n'a jamais été utilisé directement, il a fortement contribué à réduire la liberté d'action des intervenants extérieurs dont les actions contre les forces du régime sont restées limitées et ponctuelles. De leur côté, si elles ne disposent pas d'avions et de missiles de croisière, les organisations rebelles possèdent néanmoins des forces aériennes sous forme de roquettes et de petites flottes de drones. À la fin de 2017, les Pantsir S-1 russes à courte portée avaient déjà abattu 16 drones et 53 roquettes. Le 5 janvier 2018, les forces russes stoppaient une flotte de 13 drones, moitié par tir et moitié par brouillage électronique (7)

Le cœur du corps expéditionnaire russe en Syrie est constitué par un nouveau complexe reconnaissance--frappe piloté depuis l'état-major de théâtre basé à Hmeimim. Comme en Ukraine, les forces au sol contribuent au renseignement d'objectifs par l'emploi des drones, dont 60 à 70 de tous types sont utilisés en permanence en Syrie, et les équipes de Spetsnaz-GRU. Contrairement à l'Ukraine en revanche, la force de frappe est surtout aérienne, avec un nombre d'aéronefs variant entre 50 et 70, les hélicoptères d'attaque occupant une place prépondérante. Parmi eux, les modèles les plus anciens, de type Mi-24, ont cédé la place aux Mi-35, aux Mi-28N, aux Ka-52 et aux polyvalents Mi-8AMTSh (8).



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 11

Cette diversité complique la logistique et la maintenance, mais permet de tester en conditions réelles tous les équipements, en particulier les plus récents. Cela contribue surtout à une complémentarité des effets en combinant chasseurs-bombardiers, avions d'attaque, hélicoptères, mais aussi un groupe d'artillerie fort d'au moins une quinzaine d'obusiers de 152 mm et de lance-roquettes multiples, y compris le TOS-1 qui lance des roquettes thermobariques.

La Russie n'a déployé en Syrie qu'un GTIA lourd formé à partir de la 810e brigade d'infanterie de marine dotée de véhicules blindés d'infanterie BTR-82A et d'une compagnie de chars T-90. Ce bataillon sert essentiellement à la protection des bases navale de Tartous et aérienne de Hmeimim. Il n'est engagé que ponctuellement au combat, par ses moyens de feux et sa compagnie de chars, la Russie hésitant toujours à y envoyer directement son infanterie motorisée. Les actions de combat sont en partie le fait de la brigade de Spetsnaz-GRU présente en permanence sur le territoire et très certainement des forces spéciales d'autres services comme le détachement Zaslou du Service de renseignement extérieur (SVD). Le gros du contingent russe en Syrie est en réalité composé de 2 000 à 3 000 mercenaires, pour la plupart d'anciens soldats d'active et pour l'essentiel au sein du groupe Wagner.

Wagner est ainsi capable de former un groupement tactique motorisé agrégé à des forces syriennes pour former une brigade d'attaque. Ce sont donc les mercenaires russes qui prennent la majorité du combat rapproché à leur compte et, pour la première fois sans doute de l'histoire moderne, les pertes des nationaux membres de sociétés privées sont très supérieures à celles des membres de l'armée régulière. C'est plutôt dans la troisième phase de l'engagement russe, la conquête du désert en 2017, que le groupe Wagner a été engagé comme une unité régulière, jouant un rôle essentiel dans la reprise de Palmyre et le dégagement de Deir ez-Zor, mais se heurtant aussi en février 2018 à des forces américaines dans la région de Koucham, sur l'Euphrate. Wagner y aurait perdu de 13 à 200 hommes, selon les sources, dans ce qui constitue le plus grand affrontement direct entre Russes et Américains depuis la guerre froide. Il semble que le commandement russe n'ait pas été informé de cette opération, ce qui témoigne de l'autonomie dangereuse que peuvent avoir les mercenaires lorsqu'ils ne sont pas étroitement contrôlés (9).

En parallèle des forces nationales régulières ou privées, le commandement russe a obtenu en novembre 2015 la création et le contrôle d'un corps d'armée syrien. Le 5e corps est désormais fort de 25 000 combattants équipés, formés et commandés au plus haut niveau par les Russes (10). Il sert de corps de manœuvre, mais aussi de corps de réintégration des rebelles ralliés. Il faut noter aussi, parmi les composantes les plus discrètes du corps expéditionnaire, le rôle primordial de l'unité de réparations qui sert au soutien des forces russes ou de celles sous leur contrôle et qui a remis en état plus de 4 000 véhicules de combat syriens.

Après la mise en place immédiate d'un réseau de déconfliction avec les acteurs extérieurs et du réseau de liaison avec les alliés syriens et iraniens, la dernière innovation organisationnelle du dispositif a été, en février 2016, la création du « Centre russe pour la réconciliation des parties belligérantes sur le territoire de la République arabe syrienne ». Ce centre est destiné aux négociations avec l'ennemi, à la surveillance des accords, à la protection des transferts de combattants et, en relation avec les autorités civiles, les ONG et les Nations unies, à l'aide à la population. Il est armé par la Police militaire, force de création récente, avec 500 recrues tchéchènes et ingouches, sunnites et souvent arabophones, et des Syriens qui assurent sur le terrain toutes les missions civilo-militaires (11).

Comme en Ukraine, le théâtre d'opérations syrien a été conçu d'emblée aussi comme une zone d'apprentissage. À la fin du mois d'août 2018, plus de 69 000 soldats russes de tous grades, dont plus de 400 généraux, y avaient effectué un tour opérationnel de plusieurs mois, et de nombreux membres des sociétés industrielles étaient venus voir les équipements qu'ils ont conçus – plus de 230 testés à cette date,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 12

dans des conditions réelles d'emploi, comme le nouvel intranet de commandement ou les véhicules lourds d'appui et d'escorte BMP-T sur châssis de T-72 (12). La guerre en Syrie n'est pas terminée, mais elle ne peut plus désormais être perdue par Assad et cette évolution est largement le fait de l'intervention russe. Les forces terrestres y ont joué un rôle essentiel.

L'évolution rapide des forces terrestres russes à l'épreuve des combats témoigne d'une volonté réelle et organisée de progresser par l'apprentissage et d'innover par l'expérimentation. On est désormais loin du désastre de Grozny à l'hiver 1994-1995 et même des nombreux cafouillages lors de la guerre en août 2008. En l'espace de quelques années, les progrès ont été considérables, et s'il reste de nombreuses faiblesses à surmonter dans un contexte économique difficile, l'armée de terre a démontré qu'elle possédait plusieurs domaines d'excellence comme les forces infiltrées, les forces aéromobiles, les chars de bataille et, peut-être plus que tout, son artillerie, mais aussi, ce qui est passé plus inaperçu, une grande capacité à agréger pragmatiquement sous son commandement des forces extérieures très diverses : miliciens, mercenaires ou forces régulières locales. Autant de domaines où elle surclasse toutes les autres armées européennes et, ce qui est peut-être plus inquiétant, continue de progresser plus vite qu'elles.

Syrie: Israël accusé d'avoir mené un raid aérien sur le port de Lattaquié

Par l'Opinion

Damas évoque une « agression » israélienne sur les installations portuaires de la cité. De son côté, Tsahal a refusé de commenter ces informations

Le port de Lattaquié.



LUGINBUHL/SIPA

Tsahal veille-t-elle au grain ? Des incendies se sont déclarés dans le parc à conteneurs du port de Lattaquié à la suite d'un raid israélien, a rapporté la presse officielle syrienne, mardi 28 décembre. Il s'agit de la deuxième attaque depuis le début du mois imputée à l'Etat hébreu contre le principal port de Syrie.

Les devantures d'un hôpital, de plusieurs bâtiments résidentiels et de commerces ont été endommagées, mais les médias officiels syriens n'ont évoqué aucune victime et le service de presse du gouvernorat de Lattaquié a annoncé dans un communiqué que les feux avaient été maîtrisés. Le ministère syrien de la Défense a fait savoir de son côté que l'« agression » israélienne avait causé d'importants dégâts matériels qui étaient toujours en cours d'évaluation.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 13

« **Arc chiite** ». Tshal a refusé de commenter ces informations. Israël a intensifié ses attaques contre ce qu'il décrit comme des cibles iraniennes en Syrie, où des milices alliées à Téhéran, comme le Hezbollah libanais, se sont déployées au cours de la décennie écoulée pour soutenir le président Bachar al Assad.

Israël redoute le renforcement d'un « arc chiite », entre Téhéran, des milices pro-iraniennes en Irak, Damas et le Hezbollah libanais. Géopolitiquement, l'Etat Hébreu se retrouve mis sur la touche diplomatiquement alors que les puissances occidentales souhaitent un nouvel accord pour encadrer le programme nucléaire iranien. Des doutes subsistent quant à la capacité de l'armée israélienne à mener un raid d'envergure pour retarder les plans de Téhéran

Pour dissuader Israël, l'Iran a tiré seize missiles balistiques



L'armée idéologique de la République islamique d'Iran a tiré des missiles pour effrayer Israël et « répondre aux menaces proférées ».

L'opération militaire « Grand Prophète » durant laquelle l'Iran a lancé des missiles balistiques. © - / SEPAH NEWS / AFP Source AFP - Publié le 24/12/2021 à 16h23

Plusieurs missiles balistiques ont été tirés, vendredi 24 décembre par l'Iran, à l'issue de cinq jours d'exercices militaires. Ses tirs feraient office d'avertissement à son ennemi Israël, selon des généraux. « Ces exercices ont été conçus pour répondre aux menaces proférées ces derniers jours par le régime sioniste », a attesté à la télévision d'État le général Mohammad Bagheri, chef d'état-major des forces armées, en référence à Israël.

« Seize missiles ont visé et anéanti la cible choisie. Lors de cet exercice, une partie des centaines de missiles iraniens capables de détruire un pays qui oserait attaquer l'Iran a été déployée », a-t-il ajouté. Pour sa part, le général Hossein Salami, chef des gardiens de la Révolution, l'armée idéologique de la République islamique d'Iran, « l'exercice militaire intitulé « Grand Prophète » est un avertissement sérieux aux responsables du régime sioniste. S'ils font la moindre erreur, nous leur couperons la main », a-t-il dit.

« Une violation flagrante »

La Grande-Bretagne a condamné l'utilisation par l'Iran de missiles balistiques. « C'est une violation flagrante de la résolution 2231 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui exige que l'Iran n'entreprene aucune activité liée aux missiles balistiques qui peuvent être capables de transporter des armes nucléaires, y compris les lancements utilisant la technologie des missiles balistiques », a déclaré un porte-parole du Foreign Office.

« Ces actions constituent une menace pour la sécurité régionale et internationale et nous appelons l'Iran à cesser immédiatement ses activités », a-t-il ajouté.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 14

La Lettonie souhaite une présence militaire américaine permanente sur son territoire

Pendant que des mouvements de troupes russes continuent d'être observés aux abords de l'Ukraine, le président biélorusse, Alexandre Loukachenko a lancé un avertissement aux Occidentaux [et à l'Otan en particulier], le 29 novembre, après les avoir accusés de chercher la confrontation avec Moscou. « L'Occident doit comprendre que s'il déclenche à nouveau un conflit dans le Donbass [sud-est de l'Ukraine, ndr] ou quelque part à la frontière avec la Fédération de Russie, Minsk ne restera pas sur la touche », a-t-il déclaré.

Ce qui veut dire que les forces biélorusses [et russes] pourraient s'emparer du passage de Suwalki qui, long d'une soixantaine de kilomètres et situé entre la Biélorussie et l'enclave russe de Kaliningrad, est le seul accès terrestre reliant les pays baltes au reste de l'Union européenne [UE] et aux membres de l'Otan.

Ce passage de Suwalki est donc un point critique pour l'Alliance atlantique, d'autant plus que les capacités russes d'interdiction et de déni d'accès déployées à Kaliningrad compliqueraient toute intervention par voie terrestre pour venir, le cas échéant, en aide à la Lituanie, à l'Estonie et à la Lettonie.

Aussi, cela fait maintenant plusieurs années que les pays baltes disent souhaiter un renforcement de la présence militaire des Alliés sur leur territoire, en plus des trois bataillons multinationaux qui y sont déjà déployés au titre de la « présence avancée réhaussée » de l'Otan [eFP].

Alors que les ministres des Affaires étrangères de l'Alliance doivent se réunir à Riga, ce 30 novembre, pour évoquer le renforcement militaire russe près de l'Ukraine, la Lettonie a ainsi réclamé une « aide internationale supplémentaire », en plus des 1'500 soldats du groupement tactique dirigé par le Canada actuellement présent sur son sol.

« Nous aimerions avoir une présence [militaire] américaine permanente dans notre pays », a en effet déclaré Artis Pabriks, le ministre letton de la Défense, auprès de l'agence Reuters. Plus précisément, Riga voudrait que soit déployée au moins une batterie de défense aérienne Patriot, notamment pour faire face aux missiles balistiques Iskander présents à Kaliningrad

Une telle requête n'est pas nouvelle : elle avait été faite en 2017 par la Lituanie. Seulement, le Pentagone n'y donna pas une suite favorable, même s'il envoya, à titre temporaire, une batterie Patriot lors de l'exercice « Tobruq Legacy » alors que les forces russes et biélorusses s'apprêtaient à lancer leur manœuvre Zapad 2017.

Quoi qu'il en soit, la préoccupation la plus immédiate reste le renforcement militaire russe près de l'Ukraine.

« Nous n'avons aucune clarté sur les intentions [de la Russie] mais ce que nous savons, c'est qu'il y a une concentration inhabituelle de forces militaires russes près de l'Ukraine », a déclaré Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Otan, après avoir rendu visite au groupement tactique déployé en Lettonie dans le cadre de l'eFP. « Nous voyons des capacités lourdes, nous voyons des unités blindées, des drones, des systèmes de guerre électronique et nous voyons des dizaines de milliers de soldats russes prêts au combat », a-t-il ajouté.



«L'Algérie est prête à faire la guerre au Maroc, s'il le faut...»

Au moment où les tensions culminent entre les deux pays, le conflit est une option pour les faucons d'Alger



Une parade militaire à Alger, le 5 juillet 2017.

Sipa Press

Les faits

Mercredi 24 novembre, le Maroc et Israël ont signé un accord sécuritaire qui inquiète l'Algérie, alors qu'au début du mois, trois camionneurs algériens ont été tués lors d'une attaque au Sahara Occidental,

vraisemblablement menée par un drone marocain récemment livré par la Turquie.

La tension monte chaque jour un peu plus entre l'Algérie et le Maroc, au point que l'on parle désormais de guerre entre les deux pays du Maghreb. « L'Algérie ne veut pas la guerre avec le Maroc, mais elle est prête à la faire », entend-on ainsi dans certains milieux proches de l'armée algérienne. « S'il faut la faire, c'est aujourd'hui, car nous sommes militairement supérieurs à tous les niveaux et ce ne sera peut-être plus le cas dans quelques années », indique une source, qui reconnaît être un « faucon ». Ce qui préoccupe les Algériens, « c'est le soutien d'Israël au Maroc. Cela va changer la donne, dans un délai que l'on estime à trois ans ».

Mercredi 24 novembre, le royaume chérifien et l'Etat juif ont en effet signé un accord sécuritaire, après avoir renoué des liens officiels en décembre 2020, dans le cadre des « accords d'Abraham » entre Israël et certains pays arabes. Les Etats-Unis avaient alors reconnu la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, un succès diplomatique historique pour Rabat... au grand dam d'Alger. La coopération sécuritaire entre le Maroc et Israël n'est pas nouvelle, mais elle a longtemps été tenue secrète pour ménager une opinion sensible à la cause palestinienne. Elle s'affiche désormais à visage découvert et prend de l'importance, au-delà des activités de renseignement, comme avec la vente du logiciel Pegasus. Conçu par l'Israélien NSO, cet outil technologique aurait permis au Maroc d'écouter des téléphones algériens et français. Dont celui d'Emmanuel Macron.

« Pour l'instant, les Américains disent aux Israéliens de ne pas fournir de systèmes d'armes qui pourraient provoquer un déséquilibre militaire immédiat en faveur du Maroc », croit-on savoir à Alger. Les armements qui inquiètent le plus les Algériens sont ceux relevant de la guerre électronique et des drones kamikazes, utilisés en 2020 par les Azerbaïdjanais au Karabakh.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 16

Le Maroc vient, par ailleurs, de recevoir des drones de fabrication turque Bayraktar TB2, qui s'imposent comme des « game changers » sur différents théâtres d'opérations.

« L'armée de terre, c'est le défaut de la cuirasse marocaine. La monarchie s'est toujours méfiée d'elle, par peur d'un coup d'Etat »

« **Riposte graduée** ». La tension entre Alger et Rabat est brutalement montée le 1^{er} novembre, quand trois camionneurs algériens ont été tués alors qu'ils circulaient au Sahara occidental. Selon les sources algériennes, leurs véhicules ont été frappés par un drone. L'attaque a eu lieu dans la partie du Sahara occidental qui n'est pas sous le contrôle du Maroc. Le statut du Sahara occidental est contesté depuis 1975, après le départ de l'ancienne puissance coloniale, l'Espagne. Il oppose le Maroc et l'Algérie. Si un conflit armé devait surgir entre les deux pays, c'est vraisemblablement là qu'il débiterait. En 1976, le Maroc a pris le contrôle de cette vaste portion de désert (260 000 km², mais à peine 600 000 habitants), au terme de la Marche Verte lancée par le roi Hassan II.

Un mouvement indépendantiste soutenu par l'Algérie, le Polisario, a toujours refusé cette annexion et a proclamé l'indépendance de la République sahraouie (RASD). Le royaume chérifien considère, lui, qu'il n'a fait que reprendre un territoire qui lui avait été enlevé par l'Espagne. Pour s'assurer du contrôle de la région et repousser les attaques du Polisario, le Maroc a construit un mur de sable — long de 2 720 km du Nord au Sud — que garde son armée. A l'Ouest, environ 80 % du territoire est sous le contrôle des autorités du Maroc. A l'Est, le long de la frontière avec la Mauritanie, se trouve un secteur contrôlé par le Polisario, dont le quartier général est installé à Tindouf en territoire algérien. Vu d'Alger, le facteur déclencheur d'un conflit serait la volonté du roi Mohammed VI de prendre le contrôle de l'ensemble du Sahara Occidental, au-delà du mur de sable. Une manière pour M6 d'achever l'œuvre de son père avant de transmettre la couronne à son fils. A Alger, on estime que « ce serait une humiliation pour nous ».

Côté algérien, plusieurs scénarios militaires seraient sur la table, alors qu'on semble privilégier une « riposte graduée ». L'une des options est une « no fly-zone », une zone d'interdiction aérienne visant les aéronefs marocains — les drones en particulier —, au-dessus de la bande contrôlée par le Polisario. Un appui aérien à ses forces serait également évoqué. On est loin d'une offensive terrestre de grand style, avec divisions d'infanterie et brigades blindées, mais le risque d'escalade est réel. D'autant que l'on observe, à Alger, une forme d'hubris, de complexe de supériorité qui n'incite pas à la prudence. « Militairement, nous sommes très supérieurs aux Marocains », avance un interlocuteur. Ce serait en particulier le cas en ce qui concerne les forces terrestres. « L'armée de terre, c'est le défaut de la cuirasse marocaine. La monarchie s'est toujours méfiée d'elle, par peur d'un coup d'Etat. Contrairement à l'aviation ou à la marine, l'armée de terre, c'est le petit peuple », poursuit-il.

« Nous avons laissé le terrain aux autres et nous devons reprendre notre place en Afrique, avec la mise en place d'une stratégie diplomatique plus agressive »

Bruits de botte. Les spécialistes le savent : la comparaison du nombre d'avions, de chars, d'hommes ou de bateaux n'a souvent guère de sens militaire. Il faut regarder dans le détail pour se faire une idée de la valeur comparée de deux armées : quels systèmes électroniques à bord des



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 17

avons ? Quel aguerrissement des troupes ? Quelle capacité de commandement ? Quelle stratégie sur le terrain ? Autant de domaines où l'information est rare. Ce que l'on sait, c'est que l'Algérie consacre beaucoup plus d'argent à son armée que le Maroc. Au cours des dix dernières années, Alger a ainsi acheté deux fois plus de matériels (10,5 milliards de dollars) que le Maroc (4,5).

L'attaque du 1^{er} novembre a été le point culminant d'une montée des tensions entre le Maroc et l'Algérie. Les deux pays se sont affrontés militairement lors de la « guerre des sables » de 1963 et depuis lors les relations entre la monarchie pro-occidentale et la république socialisante n'ont jamais été bonnes. Leurs frontières terrestres sont fermées depuis 1994 et tout est prétexte à querelle, jusqu'à — très récemment — la paternité du couscous... L'été dernier, les Algériens avaient déjà accusé leurs voisins d'être à l'origine des gigantesques incendies de forêts qui ont touché le pays.

« Ce qui se joue, c'est le leadership en Afrique du Nord », indique-t-on côté algérien, où l'on souhaite tourner la page des années Bouteflika. « Nous avons laissé le terrain aux autres et nous devons reprendre notre place en Afrique, avec la mise en place d'une stratégie diplomatique plus agressive. » Dont les bruits de botte face au Maroc font sans doute partie. Cette stratégie s'appuie sur une alliance renouvelée avec la Russie. « Bouteflika n'aimait pas la Russie et la Russie ne l'aimait pas », explique un bon connaisseur de la scène algéroise. « Mais il n'a pas pu s'opposer aux liens étroits en matière de défense, qui relèvent de l'armée, alors qu'il a privilégié les Chinois et les Occidentaux dans le secteur civil. »

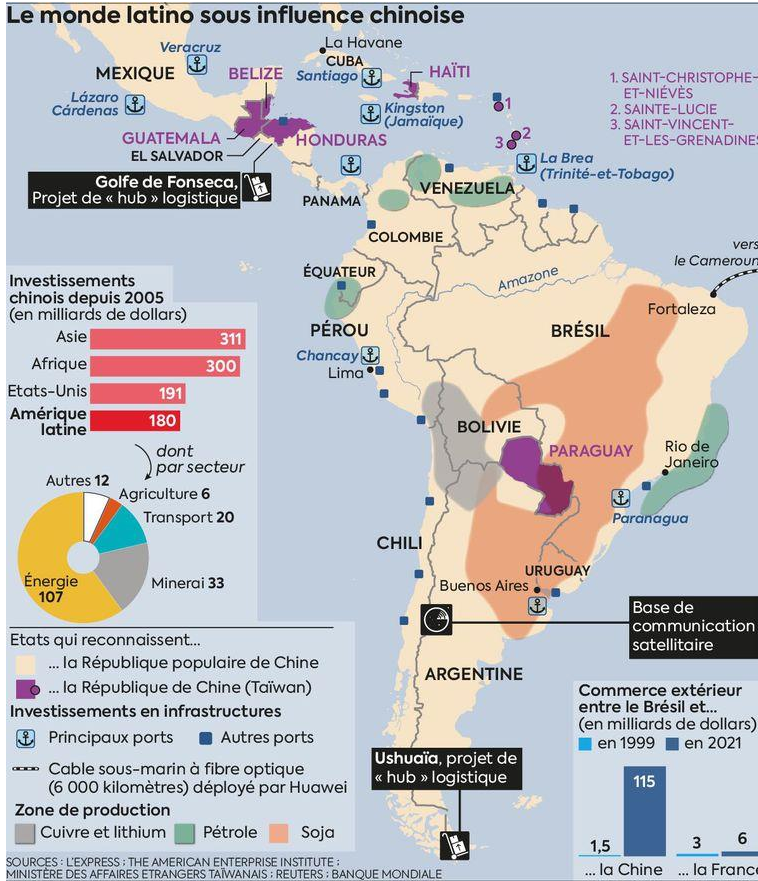
Comment la Chine fait main basse sur l'Amérique latine

Autrefois soumis à l'influence du pays de l'Oncle Sam, le continent latino, que l'on surnommait "l'arrière-cour de Washington", est devenu la chasse gardée de Pékin.

Qui n'a jamais rêvé des Galapagos ? Classé au patrimoine mondial de l'Unesco, l'archipel, un sanctuaire écologique, est demeuré à l'écart de la civilisation durant des siècles. A 1000 kilomètres des côtes de l'Equateur, son territoire volcanique aux plages de sable fin abrite tortues géantes et iguanes endémiques, albatros majestueux et pinsons de Darwin, perroquets multicolores et fous à pieds bleus, tandis que sa réserve marine est un aquarium peuplé de poissons étincelants, mais aussi d'otaries, de dauphins, de baleines à bosse et de requins gris, marteau, tigre ou à cornes. Le paradis terrestre ? Voire.

A l'heure où vous lisez ces lignes, environ 300 navires-usines chinois cernent les 19 îles des Galapagos et, à 20 kilomètres au large, siphonnent les fonds marins vingt-quatre heures sur vingt-quatre, causant des dégâts irrémédiables à la biodiversité. Poissons et calamars sont immédiatement congelés à bord et emballés pour être vendus sur le marché chinois, qui compte 1,4 milliard de consommateurs.

"Après avoir ratiboisé les stocks, cette armada met habituellement le cap sur l'île de Pâques, au large du Chili, pour y commettre les mêmes dégâts, raconte le géographe et spécialiste de la Chine contemporaine Emmanuel Véron. Puis, elle cingle vers la Chine, où les équipages, composés essentiellement de paysans, retrouvent le monde rural dont ils sont issus... jusqu'à la prochaine campagne de pêche au long cours, qui durera cinq mois."





Comment l'Union européenne a préparé sa riposte contre Wagner en Afrique

Par Pascal Airault - 08 décembre 2021 à 17h45

Bruxelles a revu son dispositif d'appui militaire afin d'éviter que les dirigeants n'aient recours à la société militaire privée russe, dirigée par un proche du Kremlin



Des militaires maliens formés par l'EUTM, la mission de formation de l'Union européenne, à Koulikoro au Mali, le 28 novembre 2017.

Sipa Press

Les faits

Présent au Forum de Dakar sur la paix et la sécurité, le 6 et 7 décembre, le président du Conseil européen, Charles Michel, a développé l'offre de Bruxelles en matière de réponse aux crises sécuritaires et sanitaires en Afrique. L'Union européenne s'est dotée récemment de nouveaux outils pour contrecarrer l'offensive des sociétés militaires privées comme Wagner.

Traumatisée par l'arrivée des mercenaires de Wagner en Centrafrique, l'Union européenne réadapte sa stratégie de soutien aux armées africaines, jouant du bâton et de la carotte. Elle réduit actuellement drastiquement sa coopération sécuritaire avec le pays. « Nous ne pouvons pas former des militaires centrafricains qui vont ensuite être affectés dans des unités dirigées par des mercenaires russes et se rendre coupables d'exactions, justifie une source bruxelloise. Nous continuons seulement à conseiller le gouvernement pour la réforme du secteur de la sécurité et à former des sous-officiers et officiers ».

Bruxelles souhaite ainsi mettre le président centrafricain, Faustin-Archange Touadéra, devant ses responsabilités alors que ce dernier préfère toujours avoir recours à la Russie et aux mercenaires de Wagner pour la protection de son régime. Historiquement, c'est pourtant la France qui a ouvert un trou de souris à la Russie en 2018 pour qu'elle puisse fournir des armes létales au gouvernement centrafricain, sous embargo onusien. Paris s'en est vite mordu les doigts. « A l'époque, nous n'avions pas la possibilité de fournir ce type de matériel à travers les dispositifs européens, ajoute la source. La Russie s'est engouffrée dans la brèche pour placer ses influents conseillers militaires, puis permettre l'arrivée d'hommes de Wagner. Nous ne voulons pas revivre une telle situation ! »

« **Boussole stratégique** ». La France a donc pesé de toute son influence au sein de l'Union européenne pour obtenir une évolution du dispositif d'aide aux armées africaines et se doter de plus de flexibilité. « Nous avons une nouvelle boussole stratégique pour les cinq prochaines années, a expliqué Charles Fries, secrétaire général adjoint du Service européen pour l'action extérieure, au forum de Dakar. On cherche à avoir des mandats plus robustes pour les missions, à renforcer les liens entre les contingents formés dans le



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 20

cadre des missions d'entraînement (EUTM) et la force Takuba (forces spéciales des pays européens déployées au Sahel), et on va proposer la mise en place d'une force militaire européenne (5 000 soldats) d'ici à 2025 afin de pouvoir intervenir rapidement dans les pays victimes de crise. »

Bruxelles est en train de préparer une nouvelle vague de sanctions à l'égard de la société militaire privée russe et de ses dirigeants à l'image de ce qui a déjà été fait en Libye

A l'issue d'après discussions, les Vingt-Sept ont aussi adopté en juillet une nouvelle Facilité européenne pour la paix (FEP), dotée d'une enveloppe de sept milliards d'euros, qui a remplacé la Facilité de soutien à la paix pour l'Afrique. Cette enveloppe sert à continuer à financer les missions EUTM déployées au Sahel, d'aider la force africaine en Somalie (Amisom) et la force multilatérale du Lac Tchad. Elle permet aussi de fournir des équipements militaires aux armées africaines, y compris des armes létales (munitions, fusils-mitrailleurs, roquettes, drones...). C'est une première. Le Mali aurait exprimé des besoins, mais aucune livraison n'a encore été effectuée.

Marchandages. « Nous avons intérêt à occuper le terrain en matière de formation et d'équipements afin de limiter les marges de manœuvre de compétiteurs comme Wagner », explique un officier européen. En attendant, l'UE, les Etats-Unis et la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) montent au front pour dissuader le gouvernement malien d'avoir recours à cette société. Bruxelles est aussi en train de préparer une nouvelle vague de sanctions à l'égard de la société militaire privée russe et de ses dirigeants à l'image de ce qui a déjà été fait en Libye. Et elle va investir au Mali pour rénover l'école des sous-officiers de Banankoro, le champ de tir de Sévaré et livrer des véhicules ainsi que des motos aux unités légères de reconnaissance et d'intervention (Ulri), engagées dans la traque des jihadistes.

La fourniture d'armes létales aux armées africaines ne va pourtant pas de soi. Les pays d'Europe de l'Est, préoccupés par les ambitions russes, préfèrent que ces matériels soient offerts à la Moldavie, à l'Ukraine et à la Géorgie. Les marchandages devraient être importants entre Européens, toute attribution d'armes létales devant recueillir le feu vert des Vingt-Sept. Les pays nordiques n'y étaient pas, non plus, très favorables et ont souhaité obtenir le maximum de garanties en matière de suivi et de contrôle pour éviter leur utilisation abusive et limiter les risques de détournement. « Bruxelles devra rester vigilante pour éviter des investissements contre-productifs qui aggraveraient des situations déjà tendues dans certains Etats fragiles », souligne l'ONG Crisis Group

Jean-Pierre Cabestan : « Si Xi Jinping restait rationnel, il éviterait la guerre »

ENTRETIEN. *Le sinologue français analyse les décisions que la Chine, soumise à de multiples tensions, pourrait avoir à prendre dans un futur proche.*



Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS. Dernier ouvrage paru : « *Demain la Chine : guerre ou paix ?* » (Gallimard, 2021).
Propos recueillis par Jérémy André



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 21

La Chine va-t-elle envahir Taïwan ? L'hypothèse était, il y a peu encore, une pure fiction, grain à moudre de thrillers géopolitiques. Elle est désormais jugée possible, voire probable, dans la fin de la décennie par les autorités taïwanaises et américaines, et certains experts autrefois sceptiques. *Demain la Chine : guerre ou paix ?* (Gallimard), dernier livre de Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS et à l'Inalco, l'un des meilleurs spécialistes français de la Chine et de sa place dans le monde, s'interroge justement sur le risque que la superpuissance montante provoque ou se laisse entraîner dans un conflit meurtrier.



Réaliste, l'ouvrage répond tout en nuances à la question posée par le professeur de Harvard Graham Allison dans *Vers la guerre : L'Amérique et la Chine dans le La Chine* et certains experts autrefois sceptiques. *Demain la Chine : guerre ou paix ?* (Gallimard), dernier livre de Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS et à l'Inalco, l'un des meilleurs spécialistes français de la Chine et de sa place dans le monde, s'interroge justement sur le risque que la superpuissance montante provoque ou se laisse entraîner dans un conflit *piège de Thucydide ?* (Odile Jacob, 2019) : les deux titans du XXI^e siècle sont-ils destinés à se départager par les armes, comme Athènes et Sparte en leur temps ? Comme Cabestan nous l'explique dans ce grand entretien, la guerre n'est pas pour demain. Mais elle nous guette à la fin de la décennie... et en chemin, gare aux crises militaires majeures déclenchées pour tester la résolution des Occidentaux et des Taïwanais.

PUBLICITÉ

Va-t-elle envahir Taïwan ? L'hypothèse était, il y a peu encore, une pure fiction, grain à moudre de thrillers géopolitiques. Elle est désormais jugée possible, voire probable, dans la fin de la décennie par les autorités taïwanaises et américaines,

Le Point : La Chine sort-elle renforcée ou affaiblie de la pandémie ?

Jean-Pierre Cabestan : Elle sort isolée, plus distante du monde qu'elle ne l'était fin 2019. Mais elle poursuit sa montée en puissance. Ses menaces contre Taïwan se sont intensifiées. Son économie a redémarré plus tôt, les problèmes sont arrivés aussi plus vite : éclatement de la bulle immobilière, ralentissement de la croissance, montée des inégalités... Et tandis que les pays développés sortent de la crise, elle doit gérer sa politique du zéro Covid, limitant la circulation des personnes. Ce qui n'empêche pas ses exportations et les investissements étrangers de croître. L'économie chinoise reste attractive.

La résolution sur l'histoire du PCC adoptée en novembre fait-elle de Xi Jinping l'égal de Mao Zedong et de Deng Xiaoping ?

Xi Jinping est cité 25 fois, Mao 18 fois et Deng 6 fois. Marx et le marxisme sont cités 40 fois, ce qui montre un retour aux sources idéologiques. Ses deux prédécesseurs, Jiang Zemin et Hu Jintao, ne sont mentionnés qu'une seule fois. C'est donc une hagiographie de Xi Jinping, vers laquelle converge l'histoire du Parti. Le titre lui-même est centré sur les « réalisations » du Parti, quand les précédentes résolutions de 1945 et de 1981 évoquaient les « problèmes » qu'il avait dû affronter. Cette troisième résolution aborde cependant quelques problèmes « non résolus », la corruption, le manque d'obéissance à la direction du Parti, le contrôle politique de l'armée et le déficit de consultation de la société. Elle dénonce aussi l'influence corrosive des idées occidentales. Le régime craint que la société ne lui échappe.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 22

Je ne crois pas à sa démocratisation ni à son effondrement, mais ce texte laisse deviner une grande inquiétude d'un Parti très décalé par rapport à la réalité économique et sociale.

Xi Jinping peut-il encore renforcer son pouvoir en se faisant nommer président du Parti, comme Mao jadis ?

On en parle, mais on n'en voit pas les signes. Et à quoi bon ? Il préside déjà tout : affaires étrangères, économie et finances, sécurité nationale, commission militaire centrale, cyber sécurité, affaires de Taïwan... La vraie question est de savoir s'il va nommer un successeur en 2022. Je ne le pense pas.

D'autant qu'être successeur désigné est dangereux en Chine !

Les précédents sont effectivement inquiétants, comme Lin Biao mort dans un accident d'avion en 1971.

La politique du zéro Covid a refermé la Chine. Un retour au pays ermite de Mao ?

Rien à voir. La Chine était hermétique, surtout après la rupture sino-soviétique, en 1960. Pendant la révolution culturelle, elle a rappelé tous ses ambassadeurs, sauf un. Les échanges économiques étaient infimes. Aujourd'hui, les flux de capitaux, de marchandises et même d'idées restent très denses.

Cet isolement est-il tenable à long terme ?

Ce serait un scénario de science-fiction. Il est possible que la Chine ne soit plus reliée au monde que par les seuls canaux qu'elle juge acceptables politiquement. Cela protège le régime, tant que la Chine poursuit son développement et reste raccordée à la mondialisation. Mais cela détériorerait encore plus les relations avec le reste du monde. Le Covid-19 a déjà dégradé l'image de la Chine. À terme, cette fermeture est contre-productive. D'autant qu'elle empêche Xi Jinping de quitter le pays. Aujourd'hui, toute délégation présidentielle chinoise embarque 250 officiels, qui devraient faire une quarantaine à leur retour, « grippant » ainsi le fonctionnement de l'État. Et sans doute n'ont-ils pas une entière confiance dans leurs vaccins.

Le zéro Covid freine la croissance. L'économie chinoise dépassera-t-elle bien celle des États-Unis dans la décennie ?

Le ralentissement est certain, on parle de seulement 3 % de croissance en 2021. Mais ce n'est pas non plus la crise ni le chaos. Cela ne fera que retarder l'inévitable, le PIB de la Chine dépassera celui des États-Unis non pas en 2028 comme prévu, mais en 2030 ou en 2031. Pour un pays de 1,4 milliard d'habitants, cela n'a rien d'un exploit. Pour autant, la Chine ne supplantera pas les États-Unis comme puissance globale. Dans les domaines technologique et militaire, les Américains sont décidés à tout faire pour garder leur avance et le soft power chinois a reculé.

Pourquoi la Maison-Blanche, comme Pékin, récuse-t-elle le terme de nouvelle guerre froide ?

Les hommes politiques ne veulent pas utiliser la formule, pour des raisons évidentes. Ils semblent supposer que l'expression aggraverait les risques de conflit. Or, la guerre froide a été une manière d'éviter de tomber dans le piège de Thucydide et un affrontement direct avec des armes nucléaires. La formule de Raymond Aron « Paix impossible, guerre improbable » reste valable. Qui ne préfère une guerre froide à une guerre chaude ? Ce terme est aussi tabou parce qu'il peut faire obstacle aux flux économiques et financiers,



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 23

impliquant un découplage économique. Mais, quoi qu'ils en disent, les deux camps poussent à un certain découplage : la Chine vise à « compter sur ses propres forces », selon la formule de Mao, reprise par la résolution sur l'histoire ; et les États-Unis et leurs alliés tentent de réduire leur dépendance envers l'économie chinoise.

Les efforts de détente peuvent-ils être pris au sérieux, après un simple sommet virtuel Xi-Biden ?

Oui, mais les résultats de ces efforts beaucoup moins. Les communiqués des deux pays sont très différents. Une partie des discussions sino-américaines a toujours été un dialogue de sourds, notamment sur Taïwan, et cela, depuis le communiqué de Shanghai en 1972. Le sommet virtuel n'a pas été inutile : il a permis la mise en chantier de quatre groupes de travail, dont un sur les armes stratégiques. Les négociations commerciales devraient aussi redémarrer et les Chinois ont accepté de discuter de la mise en place de mécanismes de gestion de crise. Plus qu'une détente, ce sont en fait des règles du jeu qui sont établies, rappelant les règles définies entre le pacte de Varsovie et l'Otan.

Xi Jinping table sur l'ouverture économique et le nationalisme. Ce double jeu peut-il durer ?

Tout dépend s'il vit longtemps et si le régime survit ! Xi saisira la première opportunité pour annexer Taïwan. Mais l'augmentation de la pression chinoise suscite des réactions très négatives des États-Unis, qui se préparent à un conflit armé, comme du Japon et de l'Australie, qui pourront difficilement rester en dehors. Et d'autres comme l'Inde, également membre du Quad (Dialogue de sécurité quadrilatéral, NDLR), et des pays de l'Anase (l'Association des nations d'Asie du Sud-Est, NDLR) comme les Philippines, en dépit de liens commerciaux étroits avec la Chine, se sont rapprochés de Washington, du fait des pressions chinoises en mer de Chine du Sud. Ces évolutions créent un rapport de force de nature à dissuader la Chine de passer à l'acte. Lors du sommet, Xi a indiqué que, sur la question de Taïwan, la Chine serait patiente, contredisant ce qu'il avait dit il y a deux ans : qu'il ne pouvait transmettre le problème à la génération suivante. Que vaut une telle concession ? C'est la Chine qui déstabilise la région. Elle veut mettre fin au statu quo.

Taïwan risque-t-il d'être envahi par Pékin dans la décennie ?

Oui, mais plutôt à la fin de la décennie. On ne peut plus exclure une guerre ou une attaque, comme dans les années 2000-2010, où cela semblait impossible. Cependant, dans les cinq prochaines années, ce qui l'emporte, c'est le risque de crise militaire, d'incident armé, plutôt que d'une guerre. Comme je l'explique dans mon livre, la Chine joue pour l'instant dans les zones grises, entre la paix et la guerre. Elle n'a pas encore les moyens de lancer une attaque frontale ni une invasion. Mais elle peut être tentée de passer le seuil de la guerre dans les prochaines années, en fonction des réactions de Taïwan et des États-Unis face à ses intimidations.

Est-ce que le bouclier américain vaut encore quelque chose après le retrait d'Afghanistan ?

Les deux théâtres sont difficilement comparables. L'Afghanistan, à part la neutralisation d'Al-Qaïda, n'est pas une zone stratégique importante pour les États-Unis. Alors que Taïwan est sur le front face à une puissance ascendante. Taïwan est devenu un verrou autrement plus important qu'il y a 10-20 ans. Située entre deux alliés américains importants, le Japon et les Philippines, l'île bloque la progression de la Chine dans le Pacifique. En outre, il y a une différence de taille, qui est politique. L'Afghanistan est un État failli. Son gouvernement a été renversé sans coup férir par les talibans. À Taïwan, en dépit des divisions, la démocratie fonctionne.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 24

Enfin, l'abandon de Taïwan par les États-Unis aurait des conséquences géostratégiques majeures. Cela voudrait dire que la Chine aurait gagné. Elle deviendrait ainsi la première puissance mondiale, que plus personne n'oserait défier, du moins en Asie orientale.

Xi Jinping croit-il qu'il peut l'emporter ?

On n'en sait rien. Mais en tout cas, il fait semblant d'y croire ou essaie de nous faire croire qu'il y croit, et que s'il cherche à annexer Taïwan, cela réussira. On sait aussi que c'est un de ses projets prioritaires. Mais tout cela tient de la guerre psychologique. Le but est de pousser les Taïwanais à considérer l'annexion comme inévitable, et à envisager leur avenir à l'intérieur de la République populaire. Il n'est néanmoins pas certain que l'armée chinoise accepte vraiment de se lancer dans une telle entreprise. D'autant que celle-ci comporterait des risques de confrontation directe avec les États-Unis et donc de nucléarisation du conflit, et sans doute aussi de division au sein du parti.

Comme Xi contrôle bien le parti et l'armée, on peut penser que personne ne bougerait contre lui. Mais si les choses tournent mal, il y aura des conséquences graves, pour lui et pour le régime. Les enjeux sont donc énormes de part et d'autre, pour les États-Unis et pour la Chine. Et c'est aussi une question pour les Européens. Que fera-t-on si Xi Jinping passe à l'action ? Comment devra-t-on traiter le Parti communiste s'il décide de réaliser ce rêve par la force, en faisant couler le sang, à la fois des Taïwanais et des Chinois ? Car ce serait une agression, une atteinte très grave aux droits de l'homme, à la stabilité internationale... quoi que la Chine en dise.

L'instabilité et le nationalisme chinois peuvent-ils mener à un conflit ?

Je dirais plutôt le contraire. La grande différence avec l'Allemagne nazie et le Japon, c'est que la Chine est plus préoccupée par ses problèmes intérieurs que par l'extérieur. A priori, on pourrait penser qu'elle ne se lancerait pas dans une aventure militaire à haut risque qui risquerait de la déstabiliser plus encore. Si l'analyse de Xi Jinping restait rationnelle, il éviterait donc à tout prix la guerre, porteuse de trop d'instabilité. Mais vu la pression des nationalistes, est-ce qu'il peut ne rien faire ? Il pourrait ainsi avoir un intérêt à provoquer non pas une guerre, mais une crise militaire, qui lui permettrait de faire assez peur aux Taïwanais pour engranger un certain nombre d'avantages ou de résultats. Comme conduire les Taïwanais à accepter le prétendu consensus de 1992 (un accord entre des envoyés de Taïwan et de Chine selon lequel il n'y a qu'une seule Chine, mais que celle-ci reste non définie, idée aujourd'hui rejetée par le gouvernement taïwanais, NDLR), peut-être même avec l'aval des États-Unis.

Car on ne peut pas exclure à terme que les Américains, avec la montée des risques, tordent le bras aux Taïwanais pour qu'ils acceptent d'appartenir à une « Chine unique », pour éviter un conflit dévastateur. C'est la stratégie de Pékin : pousser Washington à contraindre Taïpei à relancer la politique continentale du Kuomintang (le parti de Tchong Kai-Chek, dirigeant nationaliste chinois replié sur Taïwan en 1949, et principal parti d'opposition taïwanais aujourd'hui, NDLR). Mais dans un avenir prévisible, cette hypothèse reste peu réaliste. Le Kuomintang paraît incapable de reprendre le pouvoir. Les Taïwanais ne veulent plus du consensus de 1992. Après Hongkong, ils craignent qu'en cas de concessions la Chine réclamera toujours plus. Biden ne va pas faire pression sur Taïwan. Et au fond, les Chinois eux-mêmes ne croient plus que le KMT puisse revenir aux affaires et ne veulent plus eux-mêmes du statu quo : ils pensent qu'ils sont assez forts pour y mettre fin.

Quel est le rapport de force réel dans le détroit de Taïwan entre l'Armée populaire de libération et la coalition à laquelle elle pourrait faire face ?



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 25

En nombre de bateaux et en tonnage, la marine chinoise est aujourd'hui plus importante que la marine américaine. Maintenant, qu'est-ce que cela veut dire sur le terrain ? Les incursions d'avions militaires chinois dans l'Adiz (zone d'identification de défense aérienne, vaste espace autour de l'île que surveille l'armée taïwanaise, NDLR) dans les derniers mois sont certes de plus en plus importantes en nombre d'avions. Mais ce sont des opérations ultrasimples. Ce ne sont pas des gesticulations très élaborées. Elles ne montrent pas une capacité d'attaque sophistiquée.

Une invasion comme le débarquement de Normandie est donc le scénario le plus improbable. Ils n'en ont pas les moyens. C'est une opération qui risque de faire face à une résistance énorme. Le scénario le moins dangereux pour la Chine serait au contraire des tirs de missiles, pour décapiter politiquement et militairement Taïwan. Mais est-ce que cela peut réussir ? Et est-ce que cela suffirait pour contraindre Taïwan d'aller à Canossa ? Un autre scénario plus probable qu'une invasion serait le blocus. Mais le problème serait de le tenir. Taïwan pourrait survivre isolée longtemps, et on peut imaginer un pont aérien comme celui lors du blocus de Berlin de 1949. Pas sûr que cela convainque Taïwan de capituler.

Enfin, certains parlent d'une opération des forces spéciales chinoises pour assassiner Tsai Ing-wen et des membres du gouvernement taïwanais. Mais Taïwan est une démocratie qui fonctionne. Si un dirigeant est assassiné, un autre prendra sa place. Sans parler, pour tous ces scénarios, de l'inévitable réaction américaine. Toutes ces raisons font que Pékin n'est pas convaincu de pouvoir se lancer dans une opération militaire. La Chine a donc deux fers au feu, encore aujourd'hui et demain. Tout en développant ses capacités militaires, elle poursuit d'autres stratégies, celle des intimidations armées ou des zones grises, celle dite du « front uni », de séduction et d'infiltration des élites et du KMT, mais aussi la désinformation et la guerre cybernétique.

Les Américains ont-ils peur de perdre ?

Oui, ils ont peur d'être en difficulté et de mettre en danger leurs porte-avions et leurs bases en Asie orientale. Ils ont aussi peur qu'un affrontement autour de Taïwan ne reste pas conventionnel, malgré les promesses de part et d'autre. Le déploiement avancé américain dans la zone n'est pas immense. Toute la stratégie américaine actuelle est de déployer des moyens asymétriques qui permettraient de dissuader la Chine d'envahir Taïwan. Mais cela n'est pas encore prêt. C'est pour cela que les Américains s'inquiètent. Par contre, Biden tient à faire passer un message clair : une intervention américaine est plus que probable. Il faut que les Chinois intègrent cela dans leur équation. C'est pour cela que je pense que la guerre n'est pas le scénario le plus probable. Les Chinois sont prêts à prendre des risques, mais des risques calculés.

Ancien chef d'État-major, l'amiral taïwanais Lee Hsi-ming a justement poussé au développement de capacités asymétriques. Mais il déplore le retard pris par son pays. La résistance asymétrique est-elle vraiment la solution et y a-t-il en effet un manque de préparation de la part du gouvernement et des Taïwanais ?

Oui, Lee Hsi-ming a tout à fait raison. Mais des décisions pour changer cela ont été prises, comme l'acquisition de torpilleurs furtifs, très rapides, capables d'intervenir dans le détroit ou de missiles de longue portée susceptibles d'atteindre des cibles sur le continent. C'est aussi la stratégie du porc-épic, rendre Taïwan si difficile à envahir que la Chine y renoncerait. Mais la vraie faiblesse de Taïwan, c'est la mobilisation de la population. Les Taïwanais sont dans une psychologie en décalage par rapport à la menace. Tsai Ing-wen est consciente du danger. Elle essaie de renforcer les forces de réserve. Si le service militaire n'a pas été abandonné, ce qu'il en reste, une conscription de quatre mois, ne sert pas à grand-chose. Certains appellent à rétablir un service militaire beaucoup plus long, mais ce serait un signe fort de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 26

montée des tensions, ce que ne souhaite pas le gouvernement. Un autre axe est de renforcer la défense civile, des non-combattants qui serviraient à appuyer l'armée et la réserve, pour développer un esprit de défense dans la population. Enfin, il y a une question politique. L'armée, dominée par le KMT, est prête à défendre la « République de Chine », l'État importé par Tchang Kaï-Chek sur l'île, pas à défendre une république de Taïwan indépendante. Si Taïwan veut que ses officiers KMT combattent, il faut absolument que madame Tsai ou son successeur conserve le cadre constitutionnel actuel.

L'Aukus change-t-il l'équilibre des forces ?

Pas immédiatement. On a vu cela au travers d'un prisme franco-français. La réalité est que, dans l'Indo-Pacifique, la France est une puissance junior, vulnérable. Ce n'est pas avec deux frégates qu'on va défendre le Pacifique. Nous avons plus besoin de l'Australie ou des Américains qu'eux de nous. Maintenant, est-ce que l'Australie peut intervenir dans le détroit de Taïwan ? Les Australiens sont des alliés fidèles de Washington depuis 70 ans. Cela renforce indéniablement le dispositif américain, mais pas de manière déterminante. Concernant Taïwan, les Japonais sont plus importants. Enfin, les Américains conservent deux faiblesses majeures : ils dépendent d'alliés pour maintenir l'équilibre des forces. Et la Chine domine désormais commercialement toute la région. Ce qui neutralise potentiellement nombre de pays qui dépendent d'elle.

Comment peut se positionner la France pour aider à la stabilité dans le détroit ?

Elle le fait déjà en avertissant la Chine que ce serait une très mauvaise idée, et par les missions de défense de la liberté de navigation, en envoyant des navires dans les eaux internationales autour du détroit et en mer de Chine méridionale. Enfin, durant la mission Jeanne d'Arc cette année, la marine française a participé à des exercices communs avec les Japonais et les Américains, qui visaient à reprendre une île prise par des forces ennemies.

Reste une question. Est-ce qu'on peut rester neutre ? Est-ce qu'en cas d'attaque de Taïwan, nous pourrions continuer le business as usual avec la Chine ? Il serait très difficile pour l'Europe de ne pas prendre des sanctions beaucoup plus graves. La question de la Chine a commencé à être soulevée durant un sommet de l'Otan. Plus à l'aise dans la prévention, l'Europe manque d'une stratégie en cas de conflit

Jean-Pierre Cabestan, directeur de recherche au CNRS. Dernier ouvrage paru : « Demain la Chine : guerre ou paix ? » (Gallimard, 2021).

Propos recueillis par Jérémy André

Publié le 20/12/2021 à 08h00

La Chine arrive en tête des préoccupations du renseignement extérieur britannique

Directeur du Secret Intelligence Service [ou MI6,], Richard Moore ne s'était pas exprimé en public depuis sa prise de fonction à la tête du renseignement extérieur britannique, en octobre 2020. Et les déclarations qu'il vient de faire, rapportées par la BBC, expliquent, en partie, la raison pour laquelle le Royaume-Uni a rejoint les États-Unis et l'Australie pour former l'alliance AUKUS dans la région indo-pacifique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 27

En effet, alors que l'on aurait pu s'attendre à ce que le MI6 soit concentré sur la Russie, en raison des déclarations passées de plusieurs responsables britanniques, des lourds contentieux entre Londres et Moscou, notamment après l'affaire Skripal, ou encore de la situation actuelle aux frontières ukrainiennes, M. Moore a expliqué que les problèmes posés par la Chine étaient les plus préoccupants.

« Nous sommes confrontés à des adversaires qui se sentent enhardis, rencontrent moins de contraintes et sont en mesure de mobiliser davantage de ressources que par le passé », a d'abord souligné le chef du renseignement extérieur britannique.

Et parmi ces « adversaires » [et non « compétiteurs »], la Chine arrive donc en haut du panier. S'il a admis qu'il était important de travailler avec Pékin pour tenter de régler des problèmes mondiaux et urgents comme « le changement climatique et le commerce », M. Moore a aussi souligné que, au-delà de son régime autoritaire et de ses valeurs, ses intérêts pouvaient s'opposer à ceux du Royaume-Uni. « Les plaques tectoniques se déplacent à mesure que la puissance de la Chine et sa volonté de l'affirmer grandissent », a-t-il dit.

Comme l'a expliqué le directeur MI6, Pékin use de deux moyens pour étendre son influence, à savoir la technologie, en particulier dans les domaines du numérique et des communications, et l'octroi de prêts importants à des États dont la solvabilité est sujette à caution.

« Les énormes volumes de données désormais disponibles à travers le monde, combinés à une puissance informatique toujours croissante [...] aboutiront à intégrer l'intelligence artificielle [IA] dans presque tous les aspects de notre vie quotidienne. D'autres vous parleraient des avantages liés à ces nouvelles technologies, et ils sont innombrables. Mais je suis payé pour regarder les menaces potentielles que celles-ci recèlent », a avancé M. Moore, en citant la surveillance exercée par le gouvernement chinois sur les Ouïghours, dans la région du Xinjiang.

Or, a-t-il continué, il est « inquiétant » de voir que ces « technologies de contrôle et de surveillance », qu'il a qualifiées de « pièges à données », sont de plus en plus exportées par la Chine vers d'autres gouvernements, élargissant ainsi un réseau de contrôle autoritaire autour de la planète ».

Par ailleurs, cela pose une autre difficulté : pour les agents britanniques [mais ils ne sont pas les seuls concernés.], il s'agit désormais d'être en mesure de mener, en toute discrétion, des opérations « cyber » dans « un environnement dans lequel la technologie de surveillance 'fabriquée en Chine' se trouve dans le monde entier », a souligné M. Moore.

Outre ces « pièges à données », le directeur du MI6 s'est attardé aussi les « pièges à dette ». Ainsi, selon l'agence Bloomberg, « au cours des dix dernières années, la Chine est devenu le plus grand prêteur non commercial au monde, ses banques publiques accordant plus de prêts aux pays en développement que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international réunis.

Résultat : quand les États emprunteurs n'ont pas les moyens de rembourser leurs dettes, Pékin met la main sur des infrastructures importantes [qu'elle a même souvent fait construire par ses propres entreprises]. C'est ce qu'il pourrait se passer pour l'aéroport d'Entebbe, en Ouganda.

Récemment, des analystes américains se sont interrogés sur l'intérêt de la Chine pour le Salvador, pays miné par la criminalité et n'ayant aucune matière première à vendre auquel elle a consenti un prêt pour construire un stade de football, une grande bibliothèque et une usine de traitement des eaux. Or, le seul intérêt que pourrait y trouver Pékin est la proximité de cet État d'Amérique centrale avec les États-Unis. « Le Salvador a le potentiel d'être le Cuba de l'Union soviétique », a ainsi estimé Military Times, en référence à la crise des missiles de 1962.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 28

« Nous voulons que les autres pays soient lucides sur les pièges de la dette, l'exposition des données et la vulnérabilité à la coercition politique qui découlent de la dépendance à des relations où il n'y a pas de recours à une justice indépendante ou à une presse libre », a résumé le chef du MI6. Par ailleurs, l'éventualité d'une invasion de Taïwan par la Chine est une « menace pour la sécurité mondiale », a-t-il prévenu. « Pékin croit à sa propre propagande sur les fragilités occidentales et sous-estime la détermination de Washington. [...] Le risque d'erreur de calcul chinois par excès de confiance est réel », a-t-il dit.

Cela étant, M. Moore a également affirmé que la Russie incarne toujours une « menace aiguë » pour le Royaume-Uni, de par ses cyber-attaques, ses interférences dans les processus démocratiques d'autres pays et en commanditant des assassinats d'opposants. « Londres et ses alliés doivent tenir tête à Moscou pour décourager de telles activités », a-t-il soutenu.

Autre sujet de préoccupation du MI6 : l'Iran, pays lequel le Royaume-Uni a eu un différend en 2019, avec l'arraisonnement du pétrolier Stena Impero par les Gardiens de la révolution, survenu après celui du Grace 1 par des Royal Marines, au large de Gibraltar. En outre, Londres est partie de l'accord sur le programme nucléaire iranien, lequel bat sérieusement de l'aile depuis les États-Unis s'en sont retirés.

« Les dirigeants iraniens ont adopté une doctrine explicite de confrontation avec Israël et l'Occident », a relevé M. Moore. « En effet, nous regrettons profondément qu'un pays doté d'une histoire et d'une culture presque sans précédent, comme l'Iran, soit une source d'instabilité dans la région et au-delà depuis plus de 40 ans », a-t-il continué, avant de faire part de ses préoccupations au sujet du programme nucléaire iranien.

« Il existe de nombreux parallèles avec le défi que pose la Russie, et ce n'est pas un hasard si ces deux pays ont fait cause commune en Syrie », a estimé le chef du MI6.

Enfin, la dernière préoccupation évoquée par ce dernier concerne la menace terroriste, laquelle risque de se renforcer après le retrait de l'Otan et des États-Unis d'Afghanistan. « Il n'y a aucun doute que la victoire des taliban a dopé le moral des mouvements extrémistes dans le monde », a-t-il dit.

« Maintenant que nous avons quitté l'Afghanistan, al-Qaïda et Daesh chercheront à y renforcer leur présence et à y reconstruire leur capacité à frapper des cibles occidentales », a averti M. Moore, pour qui la menace terroriste « change à mesure que le monde devient plus numérique, avec de nombreux terroristes et réseaux terroristes opérant en ligne ».

opex360.com

Tensions avec la Russie : L'Otan pourrait déployer des groupements tactiques multinationaux en Roumanie et en Bulgarie

Soupçonnée de se préparer à envahir l'Ukraine, la Russie a proposé aux Occidentaux, la semaine passée, de discuter de mesures censées garantir sa sécurité. Parmi celles-ci, Moscou demande l'arrêt de l'élargissement de l'Otan ainsi qu'un droit de regard sur tout renforcement militaire dans les pays qui n'étaient pas membre de l'Alliance avant 1997 [c'est à dire en Europe de l'Est].



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 29

Les États-Unis, par la voix de Jen Psaki, la porte-parole de la Maison Blanche, ont rapidement écarté de telles demandes, insistant sur le fait que « que tous les pays ont le droit de décider de leur propre avenir et de leur politique étrangère sans être soumis à une influence extérieure ».

Une position également défendue par Christine Lambrecht, la nouvelle ministre allemande de la Défense. « Nous devons résoudre cette situation tendue dans laquelle nous sommes actuellement, à la fois diplomatiquement et avec une dissuasion crédible. Nous devons nous parler, ce qui signifie discuter des propositions que la Russie a avancées. Cela est juste et important. [...] Mais il n'est pas possible que la Russie impose ses vues aux partenaires de l'Otan », a-t-elle déclaré, le 19 décembre, alors qu'elle rendait visite aux troupes de la Bundeswehr déployée à Rukla, en Lituanie, dans le cadre de la Présence avancée réhaussée [eFP] de l'Alliance.

Pour rappel, mis en oeuvre en 2017, celle-ci repose sur la présence de quatre groupements tactiques multinationaux dans les trois pays baltes [Estonie, Lituanie, Lettonie] et en Pologne. La France y participe via la mission Lynx, avec un sous-groupement tactique interarmes [S/GTIA] fort de 300 militaires et, notamment, de deux pelotons de chars Leclerc et d'une section VBCI [Véhicule blindé de combat d'infanterie].

Cela étant, dans le même temps, l'Otan a également renforcé sa posture dans la région de la mer Noire, dans le cadre d'une « présence avancée adaptée ».

« L'élément terrestre de cette présence s'articule autour d'un quartier général de brigade multinationale situé à Craiova, en Roumanie. Il offre des possibilités de formation aux contingents nationaux de l'ensemble de l'Alliance. En mer, l'Otan a déployé des navires supplémentaires et effectue davantage d'exercices navals. Dans les airs, les Alliés ont intensifié leurs entraînements, ce qui a contribué à une meilleure connaissance de la situation et à une plus grande disponibilité opérationnelle », explique l'organisation.

Mais il se pourrait que ce dispositif évolue sur le même modèle que celui mis en place pour les pays baltes et la Pologne, si jamais la Russie décidait de passer à l'action contre l'Ukraine. C'est en effet ce qu'a indiqué l'hebdomadaire allemand Der Spiegel, en rapportant des propos tenus par le général américain Todd Wolters, le commandant suprême des forces alliées en Europe [SACEUR]. Celui-ci aurait fait une telle proposition lors d'une vidéo-conférence avec des « chefs militaires de pays partenaires ».

En clair, la Roumanie et la Bulgarie seraient ainsi susceptibles d'accueillir chacune un groupement tactique de l'Otan. À condition, du moins, que les Alliés soient d'accord... Ce qui n'est pas encore acquis. Ainsi, souligne Der Spiegel, un tel renforcement sur le flanc oriental sud de l'Alliance pourrait « entraîner la première controverse sérieuse de politique étrangère » au sein de la nouvelle coalition gouvernementale.

Pour le moment, l'Otan n'a pas voulu faire de commentaire sur la proposition faite par le SACEUR. Sa porte-parole, Oana Longescu, a seulement répété que l'organisation reste « vigilante » et qu'elle prendrait « toutes les mesures nécessaires » pour protéger ses membres de toute menace.

Cela étant, lors d'un déplacement en Bulgarie, le 17 décembre, le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a évoqué, à demi-mots, l'éventualité d'un renforcement dans le sud-est de l'Europe.

« Ce que nous voyons maintenant en Ukraine et aux alentours, c'est un renforcement militaire russe important, progressif et continu avec des unités blindées, de l'artillerie, des chars de combat, des systèmes de guerre électronique, des drones et des dizaines de milliers de soldats prêts au combat. [...] La raison de ce renforcement militaire n'est pas claire. Mais ce que nous savons, c'est que la Russie a déjà utilisé la force militaire contre l'Ukraine. Alors bien sûr, nous pouvons espérer et nous devons espérer le meilleur, mais nous devons nous préparer au pire », a commencé par dire M. Stoltenberg.



Et d'ajouter : « Nous évaluerons donc constamment la nécessité d'ajuster davantage notre posture, notre présence, également dans le sud-est » de l'Europe « car nous devons être sûrs de pouvoir toujours protéger et défendre les Alliés contre toute menace ».

opex360.com

Djibouti : la mystérieuse base chinoise qui inquiète l'Occident

REPORTAGE. Dans le secret, Pékin a construit une base militaire et un quai, qui pourraient lui donner l'avantage sur l'Amérique dans la Corne de l'Afrique.



Vue aérienne de la jetée qui prolonge la base chinoise de Djibouti.



De notre envoyé spécial à Djibouti, Julien Peyron

Le Puma fend l'air au-dessus des eaux turquoise du golfe de Tadjoura. Il double

l'épave d'un chalutier, relève son nez et prend de l'altitude. L'hélicoptère français du 5^e régiment interarmes d'outre-mer ralentit, pour embrasser le panorama qui va des grues immenses du port de Doraleh jusqu'à l'îlot du Héron. Et là, à l'aplomb, le voici qui se dévoile enfin. Le quai de la discorde, objet de disputes et d'encore plus de rumeurs. Une simple jetée de béton en apparence, au bout de laquelle s'élève un lampadaire coiffé de caméras. Elle a poussé ces derniers mois. À sa base, elle est reliée à un mirador puis à un mur d'enceinte enserrant un complexe d'une trentaine de bâtiments couleur ocre, comme la rocaïlle de la région.

Il s'agit de la base militaire de la République populaire de Chine à Djibouti. Inaugurée en 2017, elle est le principal poste avancé du pays en dehors de son territoire. On distingue une piste d'hélicoptère, des grues qui continuent de s'affairer autour des derniers terrains non bâtis et des kilomètres de murailles, empêchant quiconque de s'approcher. L'unique route qui y mène est désertique. L'emprunter c'est l'assurance de se voir dévisagé par les gardes postés sur le chemin de ronde, pris en photo par d'autres rapidement envoyés en renfort et filmé par les caméras de reconnaissance faciale de l'Armée populaire de libération (APL) chinoise. Obligé de rebrousser chemin. Dans les airs, on a plus de liberté. Et une meilleure vue, confie, l'œil rieur, le général Stéphane Dupont, chef de la base française à Djibouti.



Le général français Stéphane Dupont et le chef d'état-major djiboutien de la défense Ali Mohamed Taher.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 31

Installé avec d'autres hauts gradés dans le Puma, il revient du Cead, un centre d'élite situé à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de la ville, où il a remis des diplômes à des unités djiboutiennes. Pour regagner son quartier général, l'hélicoptère le fait passer à la limite de la zone d'exclusion aérienne établie autour de la base chinoise. Le quai qui s'en détache est bien visible et semble fonctionnel. Mais il est toujours désert. Pour combien de temps ? « *Pékin attend la bonne occasion pour le "baptiser"* », suppose le Comfor, comme on appelle le commandant des forces françaises. Déjà affecté à Djibouti au début des années 2010, il connaît bien le terrain. Dix ans plus tard, il constate à quel point l'emprise chinoise s'est accrue sur cette ancienne colonie française. « *Ils ont construit la base militaire et ce quai qui change la donne, car tous les navires et les sous-marins chinois qui grenouillent dans le golfe d'Aden pourront faire escale ici.* » Selon plusieurs experts, la jetée serait assez longue pour accueillir l'un des deux porte-avions que possède déjà Pékin ou l'un des nombreux autres en construction. « *Il faut creuser un peu, car la zone manque de fond. Mais pas grand-chose* », précise le général français. Le couronnement final, l'accostage d'un géant des mers, est attendu dans les mois ou les années qui viennent. Ce jour-là, les experts militaires du monde entier auront les yeux rivés sur le quai. Car à 10 kilomètres de là - soit à moins d'une minute en hélicoptère ou quelques secondes aux commandes d'un chasseur - se trouve le camp Lemonnier.

Le nom français est hérité de l'époque où le camp appartenait à la Légion étrangère. Mais, depuis 2002, Lemonnier abrite une base américaine, seule présence militaire permanente des États-Unis sur le continent africain. Quelque 5 000 soldats y vivent cloîtrés, font de la musculation et s'entraînent, prêts à intervenir à tout moment dans la région. Le camp n'a pas de port ni de quai. Quand un navire de l'US Navy fait escale à Djibouti, il utilise ceux qui jouxtent la base navale française. En revanche, la base américaine déborde d'aéronefs, qui décollent nuit et jour depuis que les rebelles tigréens menacent de s'emparer d'Addis-Abeba, capitale de l'Éthiopie, le pays voisin. Un officier minimise l'agitation sur le camp. « *C'est l'Afrique de l'Est, il se passe toujours quelque chose.* » Mais les alignements d'hélicoptères et d'avions de transport de troupes laissent deviner que Washington prépare l'évacuation de ses ressortissants en Éthiopie. La situation sécuritaire est inquiétante et Djibouti pourrait être débordé par l'afflux de réfugiés si Addis-Abeba tombait. « *On se prépare à tous les scénarios* », indique sobrement le gradé en déambulant dans la base en pleine effervescence.

On en oublierait presque la rivalité avec la Chine, officiellement en sommeil depuis l'« affaire des lasers » : en 2018, des pilotes américains s'étaient plaints d'avoir été aveuglés par des rayons émanant de la base chinoise. Ces accusations avaient obligé Djibouti à intervenir pour tenter de calmer le jeu entre ses deux grands « invités ».

Le Premier ministre du pays, Abdoukader Kamil Mohamed, n'a pas oublié l'incident. « *C'est vrai qu'il y a eu quelques petits problèmes au début, quand les Chinois se sont installés* », reconnaît-il. Dans son bureau de la primature, en plein centre-ville, soit à mi-chemin entre les deux bases rivales, il se rappelle ce qu'il a dit aux Américains qui tentaient de le convaincre de ne pas ouvrir son territoire aux Chinois. « *Mais pourquoi ? Vous avez des objectifs communs : la lutte internationale contre le terrorisme et la volonté que vos navires marchands empruntent sans problème le Bab-el-Mandeb.* »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 32

Abdoulkader Kamil Mohamed est un fin stratège, il sait que ce détroit qui sépare son pays du Yémen - et qui donne accès à la mer Rouge puis au canal de Suez - est un point névralgique de la planète.



Le Premier ministre djiboutien, Abdoulkader Kamil Mohamed.

Passage obligé entre l'Europe et l'océan Indien, il y transite environ 30 % des marchandises mondiales. Sur les fonds marins reposent des câbles indispensables au trafic Internet international. Concernant les lasers, il rejette les accusations américaines. « *Un colonel qui était à l'ambassade de France m'a dit qu'avec [un faisceau d'un rayon de] ce diamètre, l'avion aurait été pulvérisé. Donc ce que les Américains racontent n'est pas vrai. Ils en ont parlé et, depuis ce jour-là, c'est fini. Le statu quo règne, nous sommes tous en paix* », veut-il croire.

Une concorde de façade qui arrange tout le monde dans une région plus instable que jamais. Au sud, la Somalie est en proie aux terroristes islamistes shebab ; au nord, l'Érythrée est une sorte de Corée du Nord africaine ; à l'ouest, le géant éthiopien menace de s'effondrer, tandis qu'une prodémocratie se disputent le Soudan ; à l'est, de l'autre côté du Bab-el-Mandeb, le Yémen est le théâtre d'une guerre civile depuis sept ans. Au milieu, Djibouti est un îlot de stabilité. Voilà pourquoi autant de puissances y ont placé des pions, faisant de ce petit pays, peuplé de moins d'un million d'habitants, un centre de gravité de la planète.

Dans les chancelleries occidentales, on y voit un « *laboratoire du monde de demain* » ou un « *conseil de sécurité des Nations unies à ciel ouvert* ». Trois des cinq membres permanents y possèdent une base militaire. La France, ex-puissance coloniale, a gardé des troupes depuis l'indépendance du territoire en 1977 ; les États-Unis et la Chine ont convaincu les Djiboutiens de les laisser s'installer dans le pays - Washington, afin de lutter contre le terrorisme après le 11 septembre 2001, et Pékin, pour mettre en œuvre ses nouvelles routes de la soie. Ne manquent que les Russes et les Britanniques pour être au complet. « *C'est pas faute d'avoir essayé, persifle un diplomate en poste dans le pays. Les Britanniques ont manqué de tact, ils ont sollicité les Américains avant même d'en parler aux Djiboutiens. Quant aux Russes, ils ont essuyé un refus net en 2014, les Américains n'en voulaient pas. Depuis, ils se sont rabattus sur le Soudan.* » À Djibouti se trouvent aussi une base japonaise, une italienne et des troupes espagnoles dans le cadre de la mission européenne de lutte contre la piraterie, l'opération Atalante.

Le pays se rêve en « hub économique » sur le modèle de Dubai ou sur celui de Singapour, il est en réalité un nid d'espions où chacun épie l'autre.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

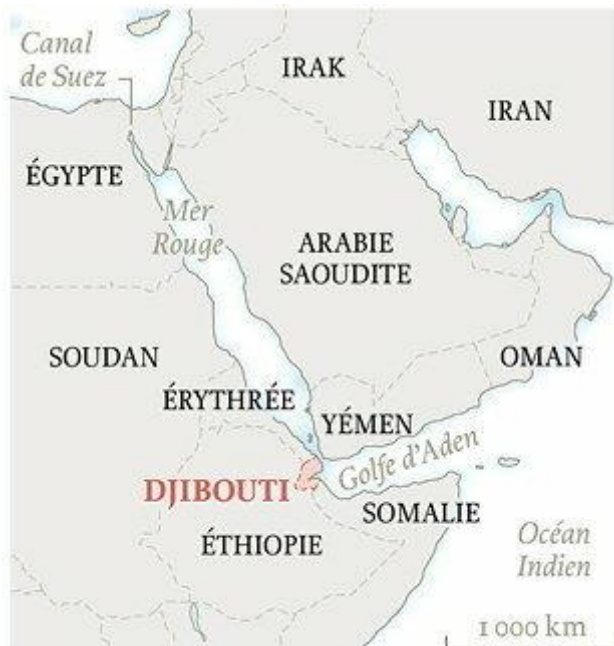
Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 33

La capitale du pays se coupe chaque jour un peu plus en deux : les Chinois au nord-ouest, les Occidentaux et les Japonais au sud-est. La ville devient une sorte de Berlin, époque guerre froide, dans la Corne de l'Afrique. D'autres projets chinois au sud de la ville pourraient permettre à Pékin d'encercler l'Occident, comme autrefois la RDA avec Berlin-Ouest.

Au jeu de qui grappillera le plus de terrain, les Chinois ont pris l'ascendant, et pas simplement grâce à leur quai. Ils sont à l'origine d'impressionnants projets économiques lancés ces dernières années à Djibouti. Les trois principaux sont le port mixte de Doraleh, la zone franche de la ville et le chemin de fer qui la relie désormais à l'Éthiopie. Pour construire ces infrastructures, le petit État a emprunté sans compter, faisant grimper sa dette. Aujourd'hui, il se retrouve pieds et poings liés à son principal créancier : la Chine. Des accords de renégociation sont lancés et les retombées économiques de cet effort seront bientôt tangibles, tempèrent les autorités. Mais en ouvrant des pans entiers de son économie à Pékin, Djibouti est accusé d'avoir fait entrer le loup dans la bergerie. En ville, les caméras de surveillance sont chinoises, le réseau de télécommunications aussi. La Chine est soupçonnée d'avoir placé ses appareils d'espionnage aux quatre coins du pays.



Inauguré en 2014, l'Institut des études diplomatiques (IED) a été édifié « avec l'aide de Dieu et par sa grâce », annonce la plaque commémorative à l'entrée mais surtout « sur financement et expertise de la Chine ».

Laoshi Tu (professeur Tu) y donne des cours de mandarin à des jeunes Djiboutiens désireux de faire du commerce avec ce nouveau partenaire. Pas un mot de français ni d'anglais ne sera prononcé pendant la classe, les élèves sont studieux. Le bâtiment est moderne et aéré, une oasis de tranquillité au milieu de l'agitation qui règne dans le centre-ville. L'endroit parfait pour étudier la géopolitique... ou pour espionner les autorités djiboutiennes, comme le soupçonne un diplomate

occidental. De la terrasse de l'IED, on se trouve en effet à quelques mètres de la présidence de la République, du ministère des Affaires étrangères et de la Banque centrale.

Les accusations d'espionnage et d'entrisme poussent Pékin à la discrétion. Fin novembre 2021, une grande cérémonie a salué l'entrée de quatre nouveaux navires dans la flotte djiboutienne. Une parade navale et aérienne a défilé devant l'estrade du président Ismaïl Omar Guelleh, où figuraient de nombreux ministres et représentants des cinq bases militaires présentes dans le pays. Mais les temps ont changé, les étrangers - relégués au fond ou sur les côtés - n'apparaîtront pas sur les photos dans la presse officielle du lendemain. Deux des quatre navires livrés ce jour-là sont de fabrication chinoise. Au moment de passer devant le président, les marins djiboutiens sont sortis sur le pont, au garde-à-vous dans leur uniforme blanc immaculé avec bonnet à pompon rouge.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 34

En cabine, des soldats plus discrets manœuvrent les embarcations. Ils portent un uniforme bleu camouflage, celui de la marine nationale chinoise. Pékin s'était pourtant engagé à former la marine djiboutienne, comme le font les Français. Manque de temps, rétorque un officiel chinois. Pourtant, les navires sont à quai et immobiles depuis plus de sept mois, témoignent plusieurs diplomates dont les bureaux donnent sur le port. « *Un bateau qui ne bouge pas pendant des mois, c'est mauvais, ça rouille. Tous les marins vous le diront* », grince l'un d'eux. Il voit dans cet épisode la volonté de Pékin d'être seul aux commandes, malgré les discours vantant la collaboration avec le pouvoir djiboutien. Une fois la cérémonie terminée, un officiel a d'ailleurs pu assister à une scène passée inaperçue. En s'attardant à la tribune, il a vu l'ambassadeur de Chine à Djibouti descendre sur le quai et s'approcher des navires. Rejoint par un photographe chinois puis par l'équipage resté à bord, il a inspecté les troupes et a tenu un discours rien que pour eux.

« *C'était une belle cérémonie et tout le monde a participé* », objecte Shen Sha, Premier conseiller auprès de l'ambassadeur de Chine à Djibouti. Dans un salon de son ambassade, décoré d'arbres miniatures et de vases, il ne manque pas d'arguments pour convaincre ses interlocuteurs que Djibouti « *n'est pas un pré carré chinois* ». Il a préparé un document recensant les bienfaits du partenariat gagnant-gagnant qu'ont noué les deux pays. On y lit la rhétorique officielle chinoise, la même dans toutes les langues. Dans un français parfait, le diplomate chinois n'a eu aucun mal à traduire le concept de 双赢 ou *win-win* en anglais (gagnant-gagnant, pour exprimer l'idée que les deux partenaires tirent bénéfice de leur association).



La zone spéciale économique de Djibouti est construite par la Chine.

Selon ce diplomate, l'isolement actuel de son pays est dû à la pandémie. Avec sa stratégie zéro Covid, la Chine a coupé sa population du reste du monde, ainsi que ses ambassades et ses bases militaires. Lui-même assure n'être pas sorti du bâtiment depuis le début de la pandémie, alors que sa femme et sa fille, tout sourire sur la photo qui trône à ses côtés, lui manquent beaucoup. L'épidémie passée, la Chine va-t-elle reprendre ses - rares - collaborations avec les Occidentaux ? Il arrivait avant 2020 que des parachutistes chinois sautent depuis des avions français et arborent ensuite fièrement sur leur uniforme le brevet des paras de France. Avec les Américains, des officiels étaient parfois invités sur la base chinoise. « *Je l'espère, mais il est trop tôt pour le dire* », répond-il. Nous souhaitons une meilleure coopération avec les Occidentaux, mais nous n'avons pas encore trouvé la bonne occasion. »



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 35

À l'automne 2022 se tiendra le XX^e congrès du Parti communiste chinois, qui doit consacrer la toute-puissance du président Xi Jinping. Le moment idéal pour basculer dans une nouvelle ère. Une période de détente ou, au contraire, de confrontation entre Washington et Pékin ? Autour de la mer de Chine, chaque camp détient des bases militaires prêtes au combat. Dans la Corne de l'Afrique, l'Amérique a l'avantage d'avoir un aéroport. Mais la Chine possède désormais un quai.

Djibouti, nid d'espions

1 : Le nombre de pistes d'atterrissage à Djibouti. L'aéroport civil, la base américaine et le camp français se partagent son utilisation.

5 : Le nombre de bases militaires étrangères dans ce pays de moins d'un million d'habitants.

10 : Le nombre de kilomètres qui séparent les bases chinoise et américaine.

400 : Le nombre officiel de soldats sur la base chinoise. Des experts occidentaux estiment qu'elle peut accueillir 10 000 hommes. La base américaine abrite 3 000 soldats et les Français sont 1 450.

Pourquoi la France refait de Djibouti sa pièce maîtresse

REPORTAGE. Djibouti est devenu un terrain d'affrontement entre la Chine et l'Amérique. Mais la France, alliée historique, n'a pas dit son dernier mot



Un chasseur français Mirage 2000-5 basé sur la base aérienne de Djibouti. © Camille MASSIDA/REA / Camille MASSIDA/REA POUR « LE POINT »



De notre envoyé spécial à Djibouti, Julien Peyron
Publié le 22/12/2021 à 07h00



Le colonel Saunier est en train de saluer ses hommes et d'inspecter leurs appareils quand deux moteurs se mettent à vrombir au loin, l'amenant à presser le pas. Après plus de 20 ans de service dans l'armée de l'air, le bruit d'un Mirage-2000 au démarrage l'exalte toujours autant. Le commandant de la base aérienne française de Djibouti traverse le tarmac à petites foulées. De l'autre côté, les pilotes sont déjà en train de rouler, cockpits entrouverts, quand ils aperçoivent ce visiteur inattendu. Respectueusement, ils portent leur main à leur casque avant de rejoindre le bout de la piste sous l'œil admiratif de leur chef, qui n'a pas pris la peine d'enfiler un casque antibruit. Nouveaux grondements, les appareils décollent pour une mission d'entraînement au-dessus du golfe d'Aden.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 36

En rejoignant son poste de commandement, le colonel Saunier passe devant les garages desquels ont émergé les chasseurs. Il faut son œil expert pour remarquer un détail : les hangars reposent sur des blocs de béton. « On les a récemment surélevés », explique-t-il. « Bientôt, ce seront des Rafale qui dormiront ici, et ils sont plus hauts. » Comme tous les pilotes, il avoue une affection particulière pour l'avion avec lequel il a fait ses gammes, en l'occurrence le Mirage, mais l'idée d'accueillir bientôt sur sa base le nec plus ultra en termes de chasseur le réjouit. Et prouve, selon lui, qu'Emmanuel Macron est décidé à refaire de Djibouti la pièce maîtresse de son dispositif militaire à l'étranger.

Le voyage de Nicolas Sarkozy

La France a une longue histoire avec ce coin d'Afrique. Elle y a gardé une importante base militaire après l'indépendance, en 1977. Mais dans les années 2000, les autorités djiboutiennes se sont senties délaissées par Paris, au point de mettre en danger le partenariat privilégié entre les deux pays. Les effectifs militaires français ont fondu et un désengagement total a même été évoqué. « Sous Nicolas Sarkozy et François Hollande, on parle d'une décennie perdue », confesse un diplomate français. « Le premier a privilégié les Émirats, où il a ouvert une base militaire en 2009, puis le second était proche des Saoudiens. Le pouvoir djiboutien a pu se sentir abandonné », analyse-t-il. Un épisode illustre ce désamour et revient régulièrement dans les conversations avec des hommes politiques djiboutiens. En février 2010, l'unique visite dans le pays de Nicolas Sarkozy a duré... une heure. Le président français s'est contenté d'une escale nocturne, dans l'avion qui le ramenait de Mayotte, convoquant son homologue Ismaïl Omar Guelleh au milieu de la nuit à l'aéroport. « Les Djiboutiens ne l'ont toujours pas digéré », assure le représentant français. Le pays décide alors de s'ouvrir aux autres puissances et délaisse les entreprises françaises pour ses chantiers de construction. Ce sont des Émiratis qui ont construit le port de commerce, « une véritable machine à cash », dit un officiel djiboutien, et des Chinois qui ont bâti la zone franche et le port mixte. Pékin en a profité pour installer une base militaire, sa principale présence permanente à l'étranger, juste à côté, s'octroyant de fait le contrôle d'une large partie du territoire djiboutien. Résultat, l'ancienne colonie française a aujourd'hui des airs de dépendance chinoise.

Confrontée à ce nouvel acteur imposant, la France tente de conserver ce qui lui reste d'influence. Les FFDJ, les forces françaises stationnées à Djibouti, sont aujourd'hui 1 450. Un chiffre qui s'est stabilisé après des années de chute et qui en fait toujours le plus important contingent de troupes françaises en dehors du territoire. Les trois armées y sont représentées. La principale composante de l'armée de terre est le 5^e régiment interarmes d'outre-mer, qui possède sur le territoire djiboutien des centres d'entraînement commandos parmi les plus réputés au monde. La marine française détient une base navale servant à accueillir les bâtiments transitant entre l'Europe et l'océan Indien, notamment le porte-avions Charles-de-Gaulle accompagné de son escorte. Enfin, l'armée de l'air, chère au colonel Saunier, dispose de transports de troupes et de Mirage en attendant la « montée en gamme » avec l'arrivée des Rafale. Et c'est sur cette base aérienne que se trouve le centre de commandement, car elle dispose d'un atout précieux : un accès à l'unique piste du pays, qu'elle partage avec l'aéroport civil.



Le port de conteneurs de Doraleh. © Camille MASSIDA/REA / Camille MASSIDA/REA POUR « LE POINT »

Pour se rendre compte de l'importance stratégique de l'endroit, il suffit de suivre le colonel Saunier dans le centre de coordination des opérations aériennes (CCOA). Niché dans une tour de contrôle, il offre une vue imprenable sur les alentours. Devant ses fenêtres se joue chaque jour la grande compétition des puissances internationales.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 37

De l'autre côté de la piste flotte une bannière étoilée, c'est le camp Lemonnier, seule base américaine permanente en Afrique. Quelque 5 000 GIs y vivent cloîtrés et se retrouvent, avec l'émergence de la Chine, en territoire de plus en plus hostile. Un Chinook, célèbre hélicoptère à double rotor, survole ce matin les dizaines de dérives d'avion qui dépassent de la clôture. Un dispositif aérien d'ampleur, encore renforcé par Washington ces derniers jours, a constaté un gradé français, en raison du conflit dans l'Éthiopie voisine.

Dans le prolongement de Lemonnier se trouve un hangar appartenant à l'armée japonaise et, côté français, un autre au-dessus duquel flotte un drapeau espagnol, car Madrid possède aussi des troupes à Djibouti dans le cadre de la mission antipiraterie Atalante. Au milieu de tout ce gris, propre aux appareils militaires, un avion blanc se détache, c'est un Boeing d'Air France, fraîchement arrivé de Paris. Il s'est rangé dans la partie civile de l'aéroport, à côté de deux avions de transport de troupes qui semblent s'être trompés de côté. Un coup d'œil au petit drapeau peint sur la carlingue, un rectangle rouge avec un croissant et une étoile blanche, renseigne sur le fait qu'ils n'appartiennent ni à la base américaine ni à celle du colonel Saunier. « Ce sont des A400M turcs qui font un *stop and go* à Djibouti avant d'aller en Somalie, où Ankara possède sa plus grande base militaire hors de ses frontières », précise le militaire de garde qui les a vus atterrir dans la nuit. Il se contente de sourire quand on lui demande s'il consigne les mouvements d'avions... et de trains. En effet, au loin, un gigantesque convoi de marchandises glisse lentement sur la voie ferrée qui relie depuis quelques années Djibouti à l'Éthiopie. Une liaison ferroviaire construite et administrée par la Chine, encore elle.



« *Tout le monde s'espionne, s'écoute, se teste* »

Le nouvel arrivant prend beaucoup de place et change la donne à Djibouti et dans toute la Corne de l'Afrique. Autrefois, seuls des Occidentaux étaient présents. Aujourd'hui, la présence d'autant de militaires issus de pays rivaux, sur un si petit territoire, entraîne des incidents. « Tout le monde s'espionne, s'écoute, se teste », confirme le capitaine de corvette Piasecki, chef de la base navale française. Idem dans les airs, explique le colonel Saunier. « Quand les Chinois s'approchent trop, bien sûr qu'on montre les

dents. C'est-à-dire envoyer la chasse, demander aux fusiliers marins d'une frégate de mettre en joue un appareil étranger, couper la route d'un navire menaçant... »

Le général Stéphane Dupont est le commandant des forces françaises à Djibouti. © Camille Massida / © Camille Massida POUR « LE POINT »

La montée en puissance de la Chine, matérialisée ces derniers mois par la construction d'un quai susceptible d'accueillir un de ses porte-avions, n'obéit pas seulement à des motivations purement commerciales. Djibouti est un point de passage pour ses nouvelles routes de la soie, chère au président Xi Jinping. Mais pas seulement. « Les Chinois refont ce que nous, Français, avons fait il y a 150 ans quand nous sommes arrivés. Ou ce que les Américains ont fait après le 11 septembre 2001, analyse le général Stéphane Dupont, chef de l'ensemble des forces françaises sur place. Ils veulent disposer d'une force militaire dans ce pays hautement stratégique, qui possède un port en eaux profondes et ouvre la voie de l'Indo-Pacifique. »

Seul pays stable de la région, Djibouti permet de contrôler le trafic entre l'océan Indien et la Méditerranée qui transite par le canal de Suez. Pour la France, ce point d'appui permet de se projeter dans tout l'Orient.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 38

Le chef d'un des escadrons de chasse basé à Djibouti peut en témoigner, il revient d'une mission d'entraînement commune avec l'armée indienne. Ses appareils ont retrouvé des jets venus d'Inde au large d'Oman, après avoir été ravitaillés en vol. Il insiste sur l'importance de s'entraîner dans cette zone, car, selon lui, en cas de conflit avec l'Iran, la base française d'Abou Dhabi ne serait pas forcément la mieux placée. « Elle est presque trop proche, à portée de tir. Je pense qu'on opérerait depuis Djibouti. »

Preuves d'amour

La France s'attache à renouer avec les autorités djiboutiennes. « Les relations politiques avec Paris ont connu quelques petits problèmes à un moment donné, mais ça n'a pas duré longtemps et ça s'est nettement amélioré », se réjouit le Premier ministre de Djibouti, Abdoukader Kamil Mohamed. Il vante surtout la qualité des relations militaires – « au beau fixe » – et laisse entendre que l'accord de défense qui lie la France et Djibouti et qui prend fin en 2024 va être renouvelé. Ce traité, unique en son genre, continue de faire de la France le premier partenaire militaire de Djibouti, car il prévoit que les troupes françaises attaquent tout envahisseur potentiel du pays. « 24h/24, des officiels djiboutiens peuvent nous solliciter, confirme un gradé français. Récemment, ils s'inquiétaient de mouvements à la frontière avec l'Érythrée. En vingt minutes, la chasse a décollé et deux heures plus tard ils savaient ce qui se passait. »

L'armée française est la seule à être « en famille » dans le pays, ce qui contribue à sa bonne image. Les conjoints et les enfants des soldats vivent en ville et se mêlent à la population quand Chinois et Américains sont reclus dans leurs bases respectives. Chaque année, l'armée française organise une course d'endurance dans le désert du Grand Bara, au sud de la capitale. Les soldats djiboutiens et ceux de toutes les puissances présentes dans le pays sont invités à participer. Le départ est donné par les Mirage du colonel Saunier qui font rugir leurs moteurs au-dessus des coureurs. Depuis 39 années qu'elle existe, l'épreuve est remportée par un Djiboutien. Mais pour la prochaine édition, un officier français voudrait faire venir des champions olympiques de métropole, afin de promouvoir Paris 2024 et de concurrencer les redoutables athlètes locaux. Preuve que la France n'a pas perdu toute ambition à Djibouti.

Reconstruire la défense opérationnelle du territoire pour crédibiliser la dissuasion

Pour le général de division (2S) Vincent Desportes l'urgence est à une forte évolution de notre modèle pour l'adapter à la réalité géopolitique actuelle.

Nos belles armées ont d'immenses qualités, dont celle de l'excellence. Elles ont quelques défauts, le moindre n'étant pas leur manque d'épaisseur, donc leur manque de résilience et de capacité à durer dès lors que les opérations changeraient de nature, de volume et de rythme.

Mais elles en ont un autre, beaucoup plus grave. Le système de forces est organisé sur un modèle dépassé, dont l'économie générale n'a pas varié depuis un quart de siècle. L'environnement, lui, a changé ; profondément. Les risques ont grandi et muté ; drastiquement. Pourtant, le modèle de forces est resté identique, ne subissant que de marginales évolutions, techniques et non stratégiques.

Nos forces armées doivent certes changer rapidement d'échelle à l'instar des menaces, mais également intégrer non par défaut mais par volonté la menace directe sur le territoire national, avérée et permanente aujourd'hui, menace qui d'ailleurs s'amplifierait dramatiquement en cas de conflit de haute intensité.

Il faut donc revaloriser l'idée de défense opérationnelle du territoire : prenant l'Histoire à contre-pied, elle est devenue aujourd'hui un concept creux, sans substance, puisque dépourvu de moyens d'action sérieux.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 39

La puissance de nos armées doit au contraire reposer sur une base arrière solide, dotée de forces d'active dédiées à sa protection.

Des modèles dépassés

Quel est le problème des armées françaises — qui est en fait celui de la France ? C'est que leur modèle, inchangé depuis la professionnalisation des armées il y a 25 ans, est fondé sur un monde qui a aujourd'hui disparu.

Le modèle de la guerre froide, ce sont :

1. Quelques moyens destinés aux opérations extérieures liées soit à nos responsabilités africaines ou moyen-orientales soit aux manœuvres de contournement périphériques soviétiques ; 2. L'outil central de la dissuasion nucléaires dans ses différentes composantes avec leurs vastes soutiens ; 3. Un corps de bataille soit capable (très hypothétiquement) d'arrêter un flux blindé soviétique qui, du côté de Fulda ou de Munich, aurait percé les forces alliées de la « bataille de l'avant », soit destiné à être détruit de manière à justifier aux yeux du monde et des générations futures le déclenchement de l'Apocalypse. On conserva quelque temps des forces dites de Défense opérationnelle du territoire qui avaient toute leur nécessité mais qui, pour préserver le supposé essentiel et moderniser les parcs et flottes, furent bientôt offertes en sacrifice aux comptables de Bercy.

Retournement complet de situation à la chute du mur de Berlin. D'une part l'ennemi n'est plus à « une étape du Tour de France », selon l'expression du général De Gaulle, et, d'autre part, le constat est fait que les armées françaises se battent désormais à l'extérieur du territoire national pour des enjeux qu'il sera difficile de présenter comme vitaux aux citoyens-électeurs. Les présidents Mitterrand (à l'occasion de la guerre du Golfe) et Chirac prennent acte du fait que le modèle de la conscription est momentanément condamné, d'autant qu'aucune menace ne vise plus directement le territoire national et sa population : en 1996, décision est prise, à juste titre dans les circonstances du moment, de professionnaliser l'armée. Et d'en réduire drastiquement le format. D'abord, parce que les temps sont aux illusives « dividendes de la paix » et à la dictature de l'État-providence. Ensuite, parce qu'une armée professionnelle coûte beaucoup plus cher qu'une armée de conscription ; et enfin, pour préserver les moyens de tenir notre rang, en particulier vis-à-vis de notre grand protecteur, dans la course ruineuse à l'hyper-technologie.

Année après année nos forces perdent de l'épaisseur, avec deux décrochages terribles sous les présidences Sarkozy et Hollande. Qui pourrait s'y opposer ? Il est impossible de prouver que leur volume est insuffisant pour les opérations somme toute modestes dans lesquelles elles sont engagées. Le modèle est donc celui :

1. D'une dissuasion nucléaire réduite mais maintenue, ce qui est parfaitement raisonnable ; 2. D'un corps expéditionnaire à trois composantes (terre, air, mer) apte à mener à bien des engagements interarmées mineurs mais incapable de conduire des opérations d'ampleur et même de protéger l'intégralité de l'espace national, qu'il soit terrestre ou maritime.

Adapter le modèle de force aux nouvelles circonstances de la guerre à venir

Le modèle qui vient d'être décrit n'a pas changé mais, pour leur part, les circonstances ont profondément évolué. Il existe d'abord un problème de volume. Nous l'avons dit, nos forces conventionnelles ont d'ores et déjà un format inadapté à la montée des menaces et à la guerre qui vient. Les volumes qui peuvent être engagés à l'instant « T » sont certes à peu près appropriés à nos opérations courantes mais ils ne le sont pas du tout à celles que nous pourrions avoir à conduire dans un avenir plus proche que beaucoup ne le pensent. Elles manquent d'épaisseur pour être capables de faire face et de durer, mais aussi simplement pour être en mesure d'encaisser le premier choc puis de rebondir afin d'assurer leur mission première de protection de la France et des Français. Elles ne sont plus « résilientes » parce que la résilience suppose de l'épaisseur et qu'elles n'en ont pas ; or, la résilience est la vertu capitale des armées qui doivent continuer à opérer dans les pires conditions, lorsqu'autour d'elles plus rien ne fonctionne. Les armées doivent être dissuasives — cela dépasse de très loin la force nucléaire qui n'est qu'une composante du système de



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 40

dissuasion globale — pour prévenir le danger mais être également capables de s'engager en force dans un conflit de haute intensité. Nous en sommes tellement loin que de simples adaptations incrémentales seraient irréalistes : il faut désormais changer d'échelle.

On peut jurer comme le ministre de la guerre de Napoléon III à la veille de l'infamante défaite de 1870 : « Nous sommes prêts et archi-prêts. La guerre, dut-elle durer deux ans, il ne manquerait pas un bouton de guêtre à nos soldats ». Ou encore affirmer haut et fort à l'instar du Président du Conseil Paul Reynaud en septembre 1939 (au moment où la France, malgré son armée inadaptée à la confrontation imminente, vient de déclarer la guerre à l'Allemagne) : « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts ». Ces déclarations tonitruantes ne remplacent ni la clairvoyance ni les efforts ; la France, inclinant aisément à la posture de l'autruche en ce qui concerne ses politiques militaires, doit s'en rappeler. Maintenant !

Il y a ensuite ce problème de modèle. Les armées actuelles ont été construites à partir de 1996 sur la présupposition qu'il n'y avait — et qu'il n'y aurait pas — de menaces internes, et qu'elles n'auraient donc pas à s'engager sur le territoire national. Sauf à la marge. Dans ce cas, la ponction minimale ponctuellement pratiquée sur les forces expéditionnaires n'en affecterait ni les capacités opérationnelles, ni l'entraînement. Ce postulat est faux depuis longtemps.

D'abord parce que la menace terroriste, loin de s'estomper, a changé de nature. Elle s'est déployée sur l'intégralité du territoire national et pérennisée sous la forme de frappes individuelles imprévisibles. Cette situation conduit aujourd'hui les armées à immobiliser soit directement sur le terrain, soit en réserve immédiate ou stratégique, 10 000 hommes environ. Ce prélèvement, bien qu'utile et légitime, diminue d'autant la capacité d'intervention externe mais surtout, en ce temps d'opérations extérieures permanentes, altère profondément la capacité à maintenir l'entraînement au niveau qu'exigent les opérations du moment sans parler de celles, beaucoup plus violentes et massives, qui sont à venir.

Ensuite, on ne peut imaginer un conflit de haute intensité qui se contenterait d'être un affrontement de laboratoire, hors sol, entre deux forces de haute technologie, un moderne « combat des Trente ». Immédiatement, l'ensemble du territoire national serait affecté. Il deviendrait la proie d'attaques ponctuelles dans la profondeur et le terrain de crises humanitaires volontairement déclenchées par la cyber-altération des réseaux, voire la cible d'éventuelles agressions d'une « 5e colonne » dont on aurait tort d'affirmer l'impossible émergence. Le gouvernement devrait assurer la défense aérienne et la défense maritime, mais également déployer sur de vastes zones des volumes de forces importants pour assurer l'ordre sur le territoire et la survie des populations, la sauvegarde des organes essentiels à la défense de la nation, le maintien de sa liberté et la continuité de son action.

Où les trouverait-il ? Elles n'existent pas ! Deux solutions s'offriraient alors à lui : soit effectuer des prélèvements importants sur le corps expéditionnaire et de ce fait, le rendre inapte à sa mission première, celle de gagner la bataille de haute intensité. Ou bien « laisser tomber l'arrière », ce qui se traduirait à court terme par l'effondrement de l'avant. Pour sortir de ce dilemme, il faut adapter le modèle.

Dans une logique purement comptable, nous avons, pendant la guerre froide, préféré faire l'impasse sur les forces du territoire en niant une menace pourtant avérée, celle des Spetsnaz, ces forces spéciales russes entraînées en nombre et que la doctrine soviétique prévoyait de déployer chez l'ennemi dès le début d'un conflit pour y assassiner les responsables — politiques en particulier — et y semer le chaos et la panique[1]. Peut-on reconduire aujourd'hui la même tromperie ? Porter nos maigres forces au niveau qui leur permettrait de conduire efficacement leurs combats de haute intensité, sans se préoccuper du problème de l'arrière ? Autant imaginer qu'un boxeur peut se passer de ses jambes !

Nos forces doivent donc être rapidement restructurées autour de trois composantes :

1. Nucléaire ;



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 41

2. Expéditionnaire « de haute intensité » avec leurs trois dimensions terre-air-mer ; 3. Défense opérationnelle du territoire.

Seul ce système ternaire — coordonné avec les remarquables capacités complémentaires de la gendarmerie dans le domaine de la défense intérieure — est adapté à la réalité des menaces, donc à la dissuasion globale, à la résilience et à l'action. C'est possible, pour un coût minimal. Voici comment.

Mettre sur pied rapidement nos forces de défense dans la profondeur

Quelles forces, quel volume, quel équipement ?

L'effet à obtenir est d'être en mesure de déployer sur très court préavis des troupes suffisantes, organisées, sur un terrain reconnu afin de pouvoir quadriller, circonscire, contrôler, éventuellement réduire ou bien tenir jusqu'à l'arrivée de forces plus puissantes. Il faut donc des forces territoriales, connaissant parfaitement leur terrain (campagne et agglomérations), rustiques et robustes, autonomes, équipées d'un matériel performant, mais sans sophistication inutile [2].

Le couple cavalerie légère/infanterie motorisée, accompagné de ses appuis organiques (artillerie, génie, transmission) est adapté à ces missions. Ces forces pourraient être regroupées soit en régiments interarmes, soit en régiments d'armes embrigadés, dotés de matériels performants mais rustiques, véhicules 4x4, mortiers, camionnettes et automitrailleuses en particulier. Il serait dans un premier temps raisonnable de disposer dès que possible du volume d'une demi-brigade à deux régiments et leurs appuis pour chacune des sept zones de défense et de sécurité. Elles seraient placées sous le commandement des Officiers généraux de zone de défense et de sécurité (OGZDS) pour la conduite de la défense d'ensemble, les cinq zones ultramarines faisant l'objet d'adaptations locales. La force ainsi constituée serait, dans un premier temps, de l'ordre de la vingtaine de milliers d'hommes.

D'où proviendraient ces forces ?

La solution la moins onéreuse serait, comme d'habitude en France, de faire appel à des réservistes locaux convoqués régulièrement pour entraînement. C'est parfaitement illusoire. Tous ceux qui ont vécu la chimère des régiments dérivés connaissent ce qu'ils coutaient en temps et en substance aux régiments dérivants ; ils savent que leur valeur opérationnelle était extrêmement faible voire nulle, qu'ils étaient équipés de matériels le plus souvent parfaitement vétustes et que leurs tableaux d'effectifs étaient aussi indigents que leur entraînement.

Par ailleurs, si haute intensité il y a, elle sera par nature brutale, foudroyante, ce qui est incompatible avec les délais de montée en puissance des régiments de réserve.

Méfions-nous, donc : la France a déjà trop souffert de sa croyance dans les réserves. La débâcle de 1940, c'est justement : nous tiendrons ; en cas de percée allemande, il y aura une deuxième Marne ; nous nous rétablirons ; à l'abri de nos casemates, nous monterons en puissance avec nos réserves pendant un à deux ans avant de refaire du Foch jusqu'à la victoire. Terrible illusion : le 24 mai 1940 à l'aube les chars allemands sont devant Dunkerque, le 14 juin le gouvernement français est à Bordeaux, le 16 juin Philippe Pétain devient président du Conseil. On connaît la suite. Évacuons l'hypothèse. Ces forces de défense opérationnelles du territoire doivent être opérationnelles d'emblée, ce qui ne veut pas dire qu'elles doivent être professionnelles. La France compte en général sur sa chance mais c'est un pari risqué. « Ce n'est pas moi qui ai gagné la bataille de la Marne, c'est Von Kluck qui l'a perdue » avouait le maréchal Joffre : il serait criminel de jouer à chaque fois le destin de la France sur la désobéissance d'un général ennemi... La Wehrmacht ne nous a rien offert de semblable en 1940 !

On ne peut guère douter aujourd'hui que le rétablissement d'un service militaire volontaire, même limité à une quinzaine de milliers de recrues sélectionnées par an, trouverait un écho favorable à la fois dans le corps électoral et chez la jeunesse qui viendrait sûrement en nombre sous les drapeaux. L'exemple de la Suède est parlant. Prenant acte de la montée des menaces, la monarchie a non seulement décidé de gonfler



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 42

ses dépenses de défense de 85 % en 10 ans (2014-2025) mais elle a rétabli le service militaire en 2017. Celui-ci n'a rien d'obligatoire, mais fournit sans difficulté le complément de forces dont la Suède a besoin. Le coût est faible : chaque recrue reçoit 500 euros par mois plus une prime de 5 000 euros à la fin du contrat [3]. Sur les volumes évalués supra, cela ferait moins de 200 millions d'euros par an, auquel il convient d'ajouter le coût de l'encadrement d'active, celui de la vie courante, de l'entraînement et de l'équipement (dont une bonne part peut initialement venir des parcs stockés). Coût global : après un faible investissement initial, probablement entre 0,6 à 0,8 milliards d'euros par an, un coût modéré comparé au risque mortel de l'impasse sur cette assurance « défense dans la profondeur ». Les préposés aux finances ne rencontreront aucune difficulté à préciser ces chiffres.

Le modèle proposé n'est pas glamour, il est juste nécessaire. Il ne permet pas de concevoir et construire de superbes programmes d'armement de haute technologie. Il permet juste que ceux que nous possédons soient utiles, que nos superbes forces expéditionnaires puissent conduire leur mission sans qu'à la moindre alerte on prélève sur leur chair les besoins nécessaires sur le territoire, qu'elles puissent gagner la nouvelle « bataille de l'avant » sans que celle de l'arrière soit automatiquement perdue.

Il ne s'agit pas non plus d'une armée « à deux vitesses ». Bien sûr, le slogan sera vite brandi, de même que l'argument du coût qui détournerait dangereusement, au profit d'un combat sale et rustique, des budgets indispensables pour rester dans la course, de plus en plus onéreuse, aux technologies dernier cri.

Ce qui compte, ce ne sont pas les éléments, c'est le système. À quoi serviraient une marine remarquable, mais condamnée à trouver sa fin à Toulon et Mers el-Kébir, une force aérienne de tout premier plan, mais obligée de se réfugier sur des plateformes ultramarines, une armée de Terre fantastique, mais sans arrière pour s'y régénérer ?

Notre superbe armée, capable chaque jour du meilleur, doit changer d'échelle : c'est le premier pas. Le second est d'adopter un nouveau modèle adapté à la réalité de la menace et d'assurer, par des forces d'active, conséquentes et robustes, la défense dans la profondeur : sortons la tête du sable avant que la vague ne déferle !

Texte issu du dossier 27 du G2S « Dissuader aujourd'hui ou comment prouver sa détermination »

NOTES :

1. S'agissant de la Russie, notons au passage que ces forces d'élite existent toujours et qu'elles ont récemment fait merveille tant en Géorgie, en Crimée, en Ukraine qu'au Moyen-Orient.
 2. Rechercher pour ces forces la même sophistication technologique que celle des forces expéditionnaires équivaldrait à tuer le projet dans l'œuf.
 3. Données : Le Monde, 16 décembre 2020.
- Général de division (2S) Vincent DESPORTES *areion24.news*

La guerre cognitive : agir sur le cerveau de l'adversaire

Début 2020, les auteurs Hervé Le Guyader et August Cole publiaient pour le NATO Innovation Hub un essai-fiction dans le but de promouvoir le « champ cognitif » comme potentiel 6e domaine d'opération de l'OTAN au côté des milieux terrestre, aérien, naval, extra-atmosphérique et cyber. Dans la foulée, le Commandant stratégique pour la transformation lançait des travaux en vue d'établir la supériorité cognitive sur l'adversaire. Parallèlement, en juillet 2021, la Red Team défense – un programme mettant en relation des auteurs de science-fiction avec des militaires pour imaginer les menaces futures – proposait au ministère des Armées un scénario intitulé « Chronique d'une mort culturelle annoncée ».



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 43

Ce dernier met en scène une opération militaire en 2050, où la notion de guerre cognitive est poussée à l'extrême : alors que la société est divisée en zones de réalité alternative communautaires (« safe sphere »), les armées françaises doivent « sécuriser le réel » face à un adversaire capable de modifier les comportements collectifs à grande échelle par des actions de déception, de subversion ou de manipulation de l'information.

Comme l'illustrent ces exemples, la notion de guerre cognitive a le vent en poupe dans la réflexion stratégique, bien que sa définition ne fasse pas encore l'objet d'un consensus. Face à cet engouement, il est légitime de se demander si elle n'est pas le ressac stratégique d'une grammaire ancienne et si elle se distingue des opérations d'influence psychologiques, ou des « guerres de l'information » (notions elles-mêmes discutées).

Relevant d'une approche pluridisciplinaire combinant sciences sociales et nouvelles technologies, la guerre cognitive vise à altérer directement les mécanismes de compréhension du monde réel et de prise de décision pour déstabiliser ou paralyser un adversaire : en d'autres termes, elle vise à agir sur le cerveau de l'adversaire puisque c'est là que s'y gagnent les guerres, y compris « avant la guerre », en écho à la vision stratégique du chef d'état-major des armées françaises.

Agir sur le cerveau de l'adversaire pour vaincre : un problème ancien. À première vue la guerre a toujours engagé le cœur et l'esprit. Selon Clausewitz, d'un « acte de violence destiné à contraindre l'adversaire à notre volonté ». De même, Hervé Coutau-Bégarie rappelle que la stratégie est « une dialectique des intelligences dans un milieu conflictuel » où chaque camp essaie d'anticiper les réactions de l'autre pour prendre l'avantage. Au regard de l'histoire militaire et de la pensée stratégique, l'affirmation du docteur James Giordano selon laquelle « le cerveau humain est devenu le champ de bataille du XXI^e siècle » est en ce sens discutable puisque l'action sur le cerveau, dans la dialectique stratégique, a toujours constitué un élément structurant.

En outre, les opérations de simulation, de dissimulation, ou d'intoxication sont aussi vieilles que la guerre et consistent à jouer sur les perceptions de l'adversaire afin de le tromper sur nos intentions, nos capacités réelles et sur notre stratégie. Dans son ouvrage *La Ruse et la Force*, Jean-Vincent Holeindre explique par exemple que « la ruse s'est imposée dans l'histoire de la stratégie, non seulement comme procédé tactique fondé sur la dissimulation et la tromperie, mais aussi comme une qualité intellectuelle inspirant la planification stratégique et l'adaptation à des situations d'incertitudes ». En ce sens, la stratégie est avant tout « une science de l'autre » par laquelle il s'agit de pénétrer dans le cerveau de son adversaire.

Enfin, utiliser des informations fausses pour obtenir un avantage sur son adversaire n'a rien de nouveau dans l'histoire de la stratégie. Churchill aurait par exemple dit à Staline qu'« en temps de guerre, la vérité [était] si précieuse qu'elle [devait] être protégée par un rempart de mensonges ». La subversion était également au cœur de la dialectique Est-Ouest pendant la Guerre froide.

Toutefois, révolution numérique a exacerbé la compétition dans le champ informationnel, donnant une prime de viralité au spectaculaire au détriment de l'empirique : « la vérité cède [ainsi] le pas à la vraisemblance, le réflexe à la réflexion ». Ce constat est partagé dans l'Actualisation Stratégique du Ministère des Armées publiée en janvier 2021 : la manipulation de l'information y est présentée comme un élément clé des stratégies hybrides mises en œuvre par nos adversaires, pouvant déboucher sur une forme de « subversion sourde » à des fins d'influence, de paralysie ou de confusion. En écho, à l'occasion de la présentation de la doctrine militaire de lutte informatique d'influence à Paris le 20 octobre 2021, la ministre des Armées Florence Parly affirme ainsi que l'information fautive, manipulée ou subvertie est une arme qui utilisée à bon escient, permet de gagner sans combattre. En conséquence, la lutte contre les agressions informationnelles est désormais une priorité pour les Armées, cette aptitude devant être développée pour ne pas subir les manœuvres de l'adversaire.

En partant de ce triple constat (1- la guerre est une dialectique des volontés et des intelligences ; 2- La stratégie est « une science de l'autre » où l'on doit rentrer dans le cerveau de l'adversaire, 3- l'information est une arme



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 44

pouvant offrir un avantage stratégique sur l'adversaire), qu'apporterait de neuf cette notion de guerre de la cognition à la pensée stratégique ?

La guerre cognitive par l'exploitation des fonctions concurrentes du cerveau La cognition recouvre l'ensemble des mécanismes combinant raisonnement, émotions et expériences sensorielles qui permettent de comprendre le monde réel pour y agir. Elle est à la base de sa représentation et de la conduite de l'action dans ce monde, en fonction de son anticipation. Elle est donc un élément majeur du processus de « prise de décision », au cours duquel notre cerveau met en concurrence des fonctions différentes : nos heuristiques intuitives (mobilisables rapidement, mais où se logent nos biais) et nos stratégies logiques (plus lentes et coûteuses en énergie), sans qu'il y ait une hiérarchie entre les deux (chacune s'appliquant à des situations différentes). Il s'agit là de ce que le psychologue Daniel Kahneman appelle respectivement le système 1 (heuristique) et le système 2 (raisonnement) dans son livre *Thinking, Fast and slow*. Toute prise de décision nécessite un arbitrage entre ces fonctions concurrentes, pouvant nécessiter l'inhibition de nos intuitions pour ne pas devenir la proie de nos biais. Olivier Houdé qualifie ce mécanisme d'inhibition et de contrôle exécutif de notre cerveau de système 3 : c'est lui qui permet la vicariance dans les circuits de l'intelligence, conçue alors comme « une capacité d'adaptation entre l'attention et l'inhibition ».

La conflictualité dans le champ cognitif vise ainsi à exploiter ces fonctions concurrentes et la rationalité limitée des différents acteurs (biais cognitifs) à des fins stratégiques afin de provoquer des distorsions des représentations, altérer la décision et ainsi faire dévier la manœuvre stratégique la mieux planifiée. Les effets recherchés ne se limitent ainsi pas au contrôle de l'information, mais bien au contrôle de la fonction exécutive et d'arbitrage de notre cerveau lui-même. En ce sens, le cadre dépasse le seul champ de la lutte informationnelle : agir sur l'information, c'est uniquement agir sur la donnée qui nourrit la cognition. Or, l'objectif est ici d'agir non seulement sur ce que pensent les individus, mais aussi sur la façon dont ils pensent, conditionnant par là même la manière dont ils agissent.

Dans une récente étude réalisée avec le soutien de l'état-major des armées et de l'OTAN, l'École Nationale Supérieure de Cognitique offre un éclairage sur les déterminants du cognitive warfare. Alliant sciences dures et sciences humaines et sociales, l'ENSC défend l'idée que les progrès dans ce domaine doivent passer par la convergence entre les travaux sur le cerveau (neurosciences) et les travaux sur les technologies.

Selon le professeur Bernard Claverie et le lieutenant-colonel François du Cluzel, la guerre cognitive est ainsi nécessairement associée à d'autres formes et domaines d'action pour atteindre le ou les cerveaux-cibles, tels le cyber warfare et l'information warfare ; elle correspond ainsi à « l'art d'utiliser les technologies pour altérer la cognition de cibles humaines, le plus souvent à leur insu et à l'insu de ceux qui seraient en charge d'éviter, minimiser, contrôler les effets recherchés, ou dont un contrôle possible serait dépassé ou trop tardif »

La cognitique s'apparenterait ainsi au traitement automatique de la cognition (de même que l'informatique est « le traitement automatique de l'information »). Pour autant, l'approche n'est pas uniquement technologique : elle répond aux nouvelles exigences du Human Autonomy Teaming (HAT) devant permettre de tirer parti de la précision et de la vitesse des technologies numériques (IA, Big Data analytics etc.) tout en décuplant l'agilité et la créativité de l'intelligence humaine.

Vers des structures de commandement adaptées à la dimension cognitive de la conflictualité On comprend dès lors aisément que la guerre cognitive concerne essentiellement (mais pas uniquement) les travaux sur le commandement et le contrôle des opérations (C2) : la maîtrise de l'information (information dominance) dans un environnement cyber sécurisé (cyber confidence) doit permettre d'obtenir la supériorité décisionnelle (decision superiority). Pour ce faire, il est possible d'identifier trois lignes d'effort.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 45

La première concerne la nécessité de se prémunir de ses propres certitudes, individuelles et collectives. Cela passe tout d'abord par la connaissance et l'identification – autant qu'il en soit possible – de nos biais cognitifs qui pré conditionnent nos schémas mentaux. Selon la belle formule de Jean d'Ormesson, « penser, c'est d'abord penser contre soi-même ». La question de l'éducation et de la formation des militaires est ainsi cruciale afin de mieux les préparer à ces enjeux. Cela nécessite une remise en question permanente favorisée par une approche sociale et psychologique de la conflictualité. Comme l'explique également Robert Jervis, la mauvaise compréhension des idées ou des valeurs de l'adversaire, la présomption qu'il nous verra comme nous nous voyons et plus généralement le mépris de l'altérité, sont autant de puissants facteurs d'instabilité dans les relations conflictuelles.

En outre, il est nécessaire de s'émanciper de l'utopie d'une vision parfaite du champ de bataille qui serait rendue possible par la seule technologie. En effet, les moyens technologiques ne dissipent pas toujours le brouillard de la guerre (Fog of War). Ils peuvent au contraire ajouter de la complexité au détriment de l'efficacité militaire si l'on ne parvient pas à maîtriser le déluge informationnel (Fog of More). Par ailleurs, les biais se logent également dans les algorithmes ou les bases de données utilisées « pour rendre le futur prévisible ». C'est ainsi la qualité de l'organisation qui doit prévaloir sur les solutions technologiques dans la pratique de l'information. Pour les armées, une qualité essentielle du C2 réside précisément dans l'intégration équilibrée entre l'homme et le système en vue de distiller la clarté de la complexité dans cette guerre de la cognition. Pour paraphraser Bruno Patino, les lumières philosophiques ne doivent pas s'éteindre au profit des signaux numériques.

La seconde ligne d'effort concerne la défense contre les agressions informationnelles permanentes et l'exploitation opportuniste par un adversaire de nos biais cognitifs, susceptibles de contraindre notre processus décisionnel et de nous paralyser. Nos grands compétiteurs ont compris les vulnérabilités de nos sociétés, auxquelles nos armées appartiennent. Au moins trois défis peuvent être ainsi relevés. Le premier concerne la rationalité limitée des acteurs : goût pour les récits contradictoires et les « friandises cognitives » qui détournent notre attention et entravent notre jugement ; propension au doute systématique, etc. Le second est lié à notre système de valeurs, qui promeut la libre circulation des idées ; le troisième rend plus problématique encore le second puisqu'il est lié à la grande porosité des frontières informationnelles (institutionnelles et étrangères).

On comprend ainsi que la guerre de la cognition passe par une approche globale, multimilieux, multichamps et interministérielle, faisant la promotion d'une meilleure intégration entre les domaines cyber et les champs informationnels (l'information est un actif, et en cette qualité elle doit être défendue). Au niveau strictement militaire, nos architectures C2 doivent demeurer résilientes, c'est-à-dire pouvoir tirer parti des nouvelles technologies tout en limitant au maximum les dépendances et la dégradation des expertises humaines. La cyber sécurisation des réseaux et des contenus est à cette aune essentielle.

La guerre offensive dans le champ cognitif constitue le troisième axe d'effort, même s'il soulève des questions éthiques qui ne doivent ni être éludées ni paralyser l'action dans ce champ. Ainsi, lors de son audition devant le Congrès le 30 avril 2021, le chercheur américain Herbert Lin (Hoover Institute) faisait remarquer avec amusement que les contraintes éthiques que s'imposait le département de la Défense avaient abouti au paradoxe suivant : "it is easier to get permission to kill terrorists than it is to lie to them." La conduite d'une véritable guerre cognitive offensive ne s'affranchira pas d'une réflexion poussée sur l'encadrement éthique nécessaire, tout en restant cohérente d'un point de vue stratégique.

L'un des enjeux de la guerre cognitive consiste par conséquent à réhabiliter la ruse et la surprise dans la stratégie par une opacification préalable de la cognition de l'adversaire (simulation, dissimulation, intoxication). Par conséquent, l'organisation du C2 devra évoluer pour favoriser une meilleure intégration des effets dans tous les champs (terre, air, mer, extra-atmosphérique) et tous les champs (cyber et informationnel). À titre d'exemple, la création des task-force multidomaines par l'US Army est intéressante puisqu'on trouve en leur sein un bataillon I2CEWS (Intelligence, Information, Cyber, Electronic Warfare and Space) au côté des bataillons de feux dans la profondeur et de défense surface-air.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 46

Le Rubicon en code morse

La guerre cognitive consiste à pénétrer le cerveau de l'adversaire pour influencer sa prise de décision, créer de la confusion et in fine paralyser son action afin d'emporter la victoire. La révolution numérique exige d'y prêter une attention nouvelle au travers de la militarisation de neurosciences et de l'intégration croissante des effets dans tous les milieux et tous les champs. L'un des objectifs est dès lors de faire émerger un C2 adapté à la dimension cognitive de la conflictualité multimilieux et multichamps, associant harmonieusement le jugement humain et les technologies numériques pour être en mesure de surprendre sans être surpris. La France doit ainsi continuer à approfondir la question avec les Alliés, notamment en participant activement aux travaux de l'OTAN.

Est-ce à dire qu'il est nécessaire de créer un nouveau domaine ou un nouveau champ de conflictualité ? Rien n'est moins sûr et le sujet doit être exploré plus avant : un découpage toujours plus fin n'est pas nécessairement synonyme d'une meilleure prise en compte de la problématique, ce d'autant plus lorsque l'ambition est au contraire de mieux intégrer les effets produits à des fins d'efficacité militaire.

Quoi qu'il en soit, l'intensification de la guerre cognitive par les nouvelles technologies est aujourd'hui manifeste tout au long du continuum compétition – contestation – affrontement, où l'adversaire cherche à nous intimider sans cesse. Pour « gagner la guerre avant la guerre », il est nécessaire de se préparer à remporter la bataille de la cognition en se prémunissant de ses propres certitudes, en se protégeant contre les agressions qui visent nos perceptions, mais aussi en s'autorisant à agir sur le cerveau de l'adversaire grâce à la simulation, l'intoxication ou la dissimulation.

Les propos tenus dans cet article n'engagent pas la DGRIS ni le ministère des Armées.

David Pappalardo

David Pappalardo (@DavPappa) est un officier de l'armée de l'air et de l'espace servant actuellement à la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie du ministère des Armées. Ancien pilote de Mirage F1 et de Rafale, il est crédité de 2 200 heures de vol et 134 missions de guerre au Sahel, en Afghanistan, en Libye et au Levant. Chef de patrouille et de mission, il a notamment commandé le Régiment de chasse 2/30 « Normandie-Niémen » sur la base aérienne de Mont-de-Marsan entre 2016 et 2017. lerubicon.org

La géopolitique de l'espace

De Cherkaoui Roudani

8 décembre 2021



La géopolitique de l'espace. Crédits : Unsplash

Dans un monde en mutation profonde avec un changement sans précédent des paradigmes de la puissance, les États puissants sont en quête d'un renforcement d'une souveraineté extraterritoriale afin d'asseoir leur suprématie et de fait d'avoir des relais de rééquilibrage stratégique. Dans ce sens, l'espace est devenu un terrain de plusieurs enjeux que ce soit économique, scientifique, militaire ainsi que géostratégique.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 47

De ce fait, la course déclenchée vers l'espace déterminera le sort d'un rapport de force qui établira de nouvelles doctrines politiques, économiques et militaires qui détermineront l'influence stratégique des États. Sans aucun doute, la doctrine spatiale américaine rythmera les relations internationales.

Outre les enjeux géostratégiques de l'espace et les champs de la concurrence qui sont dans son sillage, le monde dans les 20 années prochaines se construira, entre autres, autour de la coopération internationale spatiale. Néanmoins, les ambitions spatiales des États ne riment pas parfois avec le besoin stratégique que demande une éventuelle exploration et exploitation des matériaux critiques et stratégiques qu'engrange l'espace et particulièrement la lune. Cette dernière deviendra un espace géopolitique d'une course aux étoiles en fonction des capacités opérationnelles des forces qui prétendent à l'hégémonie dans ce domaine. S'il est certain que le développement de l'arme nucléaire a transformé le monde, l'espace sera à l'évidence le prochain nouveau terrain de compétition spatiale.

État des lieux de la course mondiale vers l'espace

L'espace est le futur terrain d'une compétition économique qui va sceller la domination dans un certain nombre de domaines stratégiques dont notamment la défense, l'aéronautique, les technologies spécifiques aux lanceurs, surveillance et systèmes orbitaux.

Les stratégies spéciales déjà existantes, ajoutées à celles qui sont en cours d'élaboration vont modifier la perception de la puissance de certains États, principalement les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Union européenne.

Mais, cette compétition acharnée restera asymétrique compte tenu des moyens déployés pour tracer les futures frontières spatiales. Il serait nécessaire de rappeler que l'espace constituait déjà un enjeu extrêmement important pendant la guerre froide et que l'Union soviétique avait initié, à partir des années cinquante, une politique spatiale globale qui lui avait permis de surpasser les États-Unis. La mise en place d'une arsenalisation sous forme d'un déploiement d'armes couplé avec une certaine capacité opérationnelle avec des bombardiers à grand rayon d'action, capable d'atteindre des objectifs américains, avait déclenché une course sans précédent dans ce domaine entre les deux grandes puissances. Le lancement d'un missile intercontinental en août 1957 par l'Union soviétique a été suivi par la mise en orbite de « sputnik », premier satellite à l'échelle mondiale. Cette petite sphère de 58 cm et de 80 kg environ, qui n'a servi qu'à émettre un petit signal radio, a eu un retentissement mondial tellement spectaculaire que le New York Times avait qualifié l'événement de « Pearl Harbor technologique ».

Continuant sur sa lancée, Moscou avait fait, en novembre 1957, une autre démonstration de force extra-atmosphérique en envoyant à bord de son satellite « sputnik 2 » une chienne dénommée « Laika » qui serait restée, semble-t-il, sept jours en apesanteur. L'avantage soviétique allait s'accroître encore plus en 1959 par un premier survol lunaire, par l'envoi en 1961 du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, suivi en 1963 par Valentina Terechkova.

Réagissant à cette asymétrie géostratégique, les États-Unis avaient déployé tous leurs moyens pour conquérir l'espace à leur tour. L'illustration fut le lancement du satellite « Explorer » en 1958 et la signature par le Président Eisenhower de la loi instituant la « NASA » (National Aeronautic Spacial Administration). En 1961, Alain Shepard inaugura un vol suborbital, sans tourner autour de la terre à l'instar des Soviétiques, qui fut une première au niveau mondial.



La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Page 48

L'autonomie stratégique spatiale américaine allait se concrétiser après grâce à la navette « Freindship 7 » et surtout à travers le programme spatial « Appolo » qui a permis la réalisation du premier alunissage le 21 juillet 1969 et le lancement du premier satellite géostationnaire de télécommunications « Early bird ».

Développement de la course à l'espace

À partir des années 1970, la compétition spatiale allait prendre une autre ampleur en s'étendant à d'autres planètes du système solaire avec l'utilisation de systèmes de sondes: « Venus »(URSS) et « Viking » (USA). Mais la course vers l'espace n'allait évidemment pas se limiter aux seules puissances précédemment citées. Elle a suscité l'intérêt d'autres pays comme la Chine, l'Union européenne, l'Inde, le Japon, les Émirats arabes unis et même certaines entreprises privées (Hyperloop, Space X, Tesla ...).

Sur le plan économique, l'intérêt est aussi grand, ce qui confère à la conquête spatiale une importance considérable. En effet, la possibilité de faire de nouvelles découvertes de ressources naturelles, avec toutes les conséquences probables sur les progrès techniques futurs, synonymes de puissance, exacerbe les tensions et justifie les actions des différents acteurs pour atteindre leurs objectifs.

C'est dans cette perspective que s'inscrit, à titre d'exemple, le projet de « ESA » (European Spatial Agency) qui vise à créer, à l'horizon 2030, la station orbitale « Lunar Orbital Plateforme Gateway », qui est une sorte de station-passerelle de ravitaillement sur la lune.

Dans un futur plus ou moins proche, il ne serait pas étonnant de voir surgir des bases militaires sur la lune avec tout ce que cela suppose comme nouveaux types d'armements. À cet égard, la création d'un « US Space Force » fondé sur la nouvelle doctrine « Space Power » constitue assurément un signe annonciateur de la future configuration géopolitique et stratégique qui redéfinira les concepts de puissance et d'influence dans les relations internationales.

IN MEMORIAM





La LETTRE de *l'UNC Isère*

<http://www.unc-isere.fr/wp>

Décembre 2021

Articles sélectionnés sur internet par Jean-Philippe Piquard et mis en forme par Jean-François Piquard

Décès du caporal-chef de 1^{ère} classe Jérémy AMOROSO

En mission de courte durée au 2^e régiment de parachutistes d'infanterie de marine, le caporal-chef de 1^{ère} classe (CC1) Jérémy Amoroso est décédé des suites d'un malaise après une activité d'entraînement encadrée et programmée.

Dans l'après-midi du 28 décembre 2021, le CC1 Jérémy AMOROSO est victime d'un malaise, dans la région de Cilaos sur le sentier de la Chapelle (île de La Réunion) après une marche section. L'intéressé est évacué vers le centre hospitalier de Bellepierre. Après deux jours d'hospitalisation avec un pronostic vital engagé, le CC1 Jérémy AMOROSO est décédé dans la soirée du 30 décembre 2021.

Né le 14 mai 1984 à Chambéry, le caporal-chef de 1^{ère} classe Jérémy AMOROSO a accompli toute sa carrière au 13^e bataillon de chasseurs alpins de Barby près de Chambéry.

Il s'engage le 5 août 2003. Dès sa formation initiale, il se distingue par sa passion pour le métier des armes et pour la montagne. Animé par une ardeur peu commune, il démontre d'emblée de très belles qualités militaires et rejoint la 3^{ème} compagnie de combat.

En 2004, il est projeté en Guyane sur l'opération Harpie comme combattant et s'y distingue par sa rusticité. En 2005, il prend part à l'opération Boali en République Centrafricaine en tant que pilote d'engin blindé. Son sang-froid est précieux lors des missions de contrôle de zone à Bangui. Il accède au grade de caporal le 1^{er} octobre 2006 après avoir suivi avec brio une formation générale élémentaire. Il sert comme combattant en 2007 lors de l'opération Pamir en Afghanistan.

Le 1^{er} mars 2008, il accède au grade de caporal-chef puis est de nouveau engagé en Afghanistan en 2009 en tant que pilote d'engin blindé. Cette mission lui vaut d'être cité.

Projeté en Côte d'Ivoire et au Gabon sur l'opération Licorne en 2011 comme pilote du commandant d'unité, il participe à l'évacuation de plusieurs milliers de civils. Il est de nouveau cité pour ses actions lors d'une violente prise à partie durant laquelle il manœuvre pour protéger son commandant d'unité. Il obtient le certificat de qualification technique supérieure le 1^{er} janvier 2012 et devient chef tireur du véhicule d'infanterie. Il obtient la distinction de caporal-chef de 1^{ère} classe le 5 août 2014.

En 2015, il est engagé en mission de courte durée en Nouvelle-Calédonie pour une mission de soutien à Nandai puis est déployé à plusieurs reprises dans le cadre de l'opération Sentinelle comme chef de groupe. A chaque fois, son engagement exemplaire est souligné par tous.

En 2016, il sert de nouveau au Gabon et dispense de remarquables instructions aux armées partenaires. Sa bienveillance envers les plus jeunes et son sens aigu de la pédagogie sont particulièrement remarquables durant cette mission de courte durée. En 2017, il est projeté au Mali dans le cadre de l'opération Barkhane comme pilote tactique de son commandant d'unité. Son expérience, qu'il partage avec les plus jeunes, s'avère particulièrement précieuse pour sa compagnie. Fin 2021, il est de nouveau engagé à La Réunion dans le cadre d'une nouvelle mission de courte durée.

Le CC1 Jérémy AMOROSO est titulaire de la croix de la valeur militaire avec étoile de bronze ; de la médaille d'outre-mer avec agrafes « République centrafricaine », « République de Côte d'Ivoire » et « Sahel » ; de la médaille commémorative française avec agrafe « Afghanistan » ; de la médaille d'or de la défense nationale avec étoile de bronze et de la médaille de la protection militaire du territoire avec agrafe « Sentinelle ».

Durant toute sa carrière, il aura montré des qualités professionnelles et humaines rares, un profond sens du devoir et un engagement sans faille pour son pays et l'armée de Terre.

Agé de 37 ans, le caporal-chef de 1^{ère} classe Jérémy AMOROSO était un chasseur alpin animé d'un profond sens du devoir et de la fraternité. Il laisse derrière lui son épouse et ses trois enfants.

Le colonel Vincent MOUSSU, chef de corps, ainsi que tous les cadres, chasseurs et personnel civil du 13^e bataillon de chasseurs alpins s'associent à la douleur de ses proches et de ses frères d'armes.